

Bulletin Communiste

ORGANE DU COMITÉ DE LA TROISIÈME INTERNATIONALE

123, rue Montmartre, Paris Hebdomadaire Le Numéro : 50 centimes

SOMMAIRE

Le Congrès de Tours (*Varine*). — Le mouvement communiste italien (*Antonio Coen*). — La politique internationale de 1920 (*Karl Radek*). — Un discours de Lénine : La situation générale à la fin de 1920 (*N. Lénine*). — Le sabotage des Mutilés (*Ray. Lefebvre*).

Ce que devrait être un quotidien communiste (*Jacques Mesnil*). — De quel côté sont les dettes ? (*Hoichbarg*). — La vie économique en Russie (*Ivan*). — Action directe (*Eden et César Paul*). — Table des matières 1920. — Bibliothèque Communiste.

Le Congrès de Tours

Tandis que délibère le Congrès de Tours, et en attendant des conclusions qui ne surprendront personne, il est permis d'examiner quelques aspects du mouvement irrésistible qui ramifie le Parti socialiste français à l'Internationale Communiste.

Après plusieurs mois de controverse et d'agitation où les thèses communistes ont été passionnément débattues, le Parti, dans ses sections et fédérations, s'est prononcé pour le communisme révolutionnaire contre le socialisme réformiste, par une proportion très proche de soixante-quinze pour cent des voix.

Paris, Lyon, Marseille, Bordeaux, Strasbourg, Nancy, Roubaix, Tourcoing, Saint-Etienne, Brest toutes les grandes villes à l'exception de Lille et Limoges ont voté à de très fortes majorités l'adhésion à la 3^e Internationale. Dans ces deux dernières, quelques mois d'organisation et de propagande suffiront pour détacher les masses de leurs élus parlementaires et municipaux. Les centres industriels de Seine et de Seine-et-Oise, du Nord et du Pas-de-Calais, de la Loire, de la Saône et du Rhône ont voté l'adhésion.

Et dans les campagnes, l'orientation des paysans socialistes n'est pas moins nette. Dans les départements ruraux, l'Ain, l'Allier, le Cher, la Corrèze, la Creuse, la Dordogne, la Drôme, le Lot-et-Garonne, le Vaucluse, la Vienne, l'Yonne, etc., les fédérations sont communistes. La succession de leurs délégués à la tribune du Congrès a plongé dans un embarras visible nos réformistes, accoutumés à tenter de nous effrayer par la menace de la paysannerie contre-révolutionnaire.

Les déclarations des délégués de l'Algérie et de l'Indo-Chine, partisans de l'Internationale Communiste et favorables aux thèses de Lénine sur les questions coloniales, ont une valeur d'indication qu'il faut souligner. Il est temps que le Parti se préoccupe d'intensifier dans les colonies une propagande qui peut atteindre mortellement le capitalisme français dans son expansion extérieure.

Le courant communiste, dont la composition a été analysée au Congrès de Tours par une cinquantaine de délégués de la province, ne pourra manquer de gagner en force et en profondeur dès que l'élément réformiste n'entravera plus son développement. Quand les propagandistes du Parti iront vers les masses prolétariennes avec des mots d'ordre clairs, avec un programme répondant à leurs besoins et non aux intérêts d'une coterie parlementaire ; quand l'action du Parti sera conforme, et non plus contraire, à sa doctrine ; quand le Parti ne gaspillera plus un temps précieux en discussions en vase clos avec ses traîtres et ses traîtres ; quand toutes les ressources intellectuelles du Parti seront rationnellement exploitées pour la diffusion et la pénétration de thèses cohérentes, notre mouvement connaîtra une progression irrésistible.

Que le Congrès de Tours consacre officiellement le divorce de fait qui sépare les communistes des réformistes, c'est là une éventualité attendue de part et d'autre. L'atmosphère du Parti est depuis longtemps irrespirable. De même que les réformistes ont hâte de se soustraire à tout contrôle et de se livrer en paix aux jeux de la politique et du hasard qui passionnent le Palais-Bourbon et le Luxembourg,

les communistes sont pressés de se délivrer du boulet réformiste et de consacrer leurs forces à l'action révolutionnaire. Les thèses de Moscou ont opportunément donné au Parti l'occasion de supprimer le phénomène tératologique qui associe en apparence des partisans du bourreau capitaliste à des partisans de la victoire prolétarienne.

Il en est qui s'affligent sincèrement de l'inévitable scission et qui évoquent avec désolation le temps des dissensions d'avant « l'Unité » de 1905. Ceux-là n'ont guère médité le problème que résout actuellement le Congrès de Tours. L'Unité de 1905, sous certains rapports indéniabls, a favorisé la pénétration de l'idée socialiste dans les masses ; mais il n'est pas prouvé que les avantages qu'elle comportait ont compensé les inconvénients qu'elle a entraînés. Le fait brutal est qu'à l'heure critique d'août 1914, une singulière *unité dans la trahison* a prouvé l'inanité d'une unité qui sacrifiait la qualité de l'idée socialiste à la quantité de la clientèle, qui faisait litière du socialisme et des intérêts du prolétariat pour sauvegarder à la fois les intérêts de la « nation » (c'est-à-dire de la bourgeoisie) et les intérêts des députés dits socialistes. Les sophismes de nos charlatans réformistes ne peuvent rien contre cette terrible constatation. Il est remarquable que la même constatation de *l'unité dans la trahison* s'applique, en même temps qu'à la France, aux trois autres pays où n'existait qu'un seul parti socialiste : la Belgique, l'Allemagne et l'Autriche. Cependant qu'en Angleterre, en Russie, en Italie, aux États-Unis, en Serbie, en Bulgarie, où l'unité était inconnue, l'éclipse du socialisme ne s'est pas produite. Dans les pays dont les partis s'enorgueillissaient de leur unité de façade (ce mot abstrait ne devrait être employé dans le langage politique qu'accompagné d'une détermination) et donnaient en exemple à l'Internationale leur prétendue « force » l'épreuve historique a révélé que l'unité socialiste n'était que fiction, que la force socialiste n'était que faiblesse. L'unité n'a fait que paralyser les efforts de la poignée de courageux qui ont tenté de briser le courant chauvin, et que retarder le retentissement de l'affirmation du point de vue de classe, s'opposant au point de vue « national » de collaboration des classes qui sacrifie le prolétariat au bénéfice capitaliste. Et l'on ne voit pas en quoi la discorde intestine dans un parti est préférable aux luttes de partis concurrents, en quoi le combat de minoritaires contre des majoritaires est préférable au duel des jaoussistes avec les guesdistes, par exemple.

Ce n'est pas la première fois que nous rap-

pelons les enseignements de cette crise socialiste d'août 1914, qui a coûté assez cher au prolétariat pour que nous ayons le droit d'en tirer maintenant quelque profit. Jamais les réformistes n'ont trouvé un mot à répondre à l'implacable rappel des faits. Le prolix Paul Faure est impuissant à exercer là contre son bagout de placier en bonneterie. C'est qu'il n'est pas d'argutie qui puisse entamer une constatation.

Mais même si les événements ne nous avaient ainsi douloureusement édifiés, les zéloteurs de l'unité à tout prix méconnaîtraient une des thèses essentielles du marxisme qui condamne *les formes* du mouvement prolétarien ne correspondant plus aux conditions changeantes de la lutte des classes. A supposer que la formation de 1905, dite d'unité, ait servi les intérêts du prolétariat, — et elle les a servis dans la mesure où elle correspondait aux nécessités de la lutte des classes du moment —, il ne s'ensuit pas nécessairement que cette même formation, cette même unité, soit profitable à la cause prolétarienne en 1920. Au contraire, l'histoire contemporaine prouve que la guerre impérialiste de 1914, forme aiguë de la lutte de classes différente des formes de l'antagonisme social des années précédentes, a rendu caduque cette unité. Constituée pour la conquête de sièges au Parlement, l'unité n'était pas propre à l'opposition révolutionnaire exigée par la guerre, et la transformation de l'exploitation capitaliste en guerre impérialiste condamnait l'unité à la dislocation. A situation nouvelle, formation nouvelle. A rapports de classes plus tendus, organisation de classe plus sûre, plus combattive, plus fermée.

A plus forte raison, dans la crise économique succédant à la guerre et dans le bouleversement du jeu des forces de classe, les nécessités historiques imposent-elles au prolétariat, en 1920, la formation de combat qui peut seule permettre aux exploités de tenir en échec leurs exploités et les vaincre dans la guerre sociale. Aucune argumentation sur les bienfaits de l'unité d'il y a quinze ans ne peut trouver son application dans l'époque que nous vivons aujourd'hui. L'unité de 1905 fait obstacle à l'action de classe révolutionnaire de 1920 : telle est la vérité qui domine les débats du Congrès de Tours.

La majorité du Parti l'a enfin compris. En se prononçant pour les thèses de Moscou, elle manifeste son intelligence de la situation révolutionnaire de l'Europe, elle fait un effort pour s'élever au niveau de cette situation, elle donne à la volonté d'affranchissement du prolétariat son expression la plus saisissante.

VARINE.

Le Mouvement Communiste Italien

Avant la grève d'Avril

Bien qu'adhérant depuis plus d'un an à la 3^e Internationale, le Parti Socialiste italien est agité par les mêmes discussions que le Parti Socialiste Français. Il ne s'agit pas pour lui de savoir s'il adhèrera, mais s'il acceptera les méthodes de l'Internationale communiste. L'adhésion avait été, il y a plus d'un an, décidée sans discussion par le comité directeur, et ratifiée d'enthousiasme, quelque temps après, au Congrès national.

C'est en vain que plusieurs éléments extrêmes de droite et de gauche avaient demandé une ample discussion ; l'adhésion fut votée sans examen et le débat qui, logiquement, eut dû avoir lieu alors, se produisit aujourd'hui.

A la veille du Congrès de Bologne, la direction du Parti appartenait aux centristes (nuance Lazzari). A Bologne, quatre tendances se manifestèrent : 1^o les collaborationnistes de droite ; 2^o le centre avec Lazzari ; 3^o la gauche avec Serrati ; 4^o l'extrême-gauche antiparlementaire ou abstentionniste avec Bordiga.

La gauche l'emporta de loin ; l'*Avanti* et la direction du Parti passèrent des mains des centristes à celles des néo-majoritaires de gauche, et Serrati prit la direction des trois éditions du journal.

Cependant, avant même que ne fussent formulées les 21 conditions de la 3^e Internationale, les idées communistes, dans un Parti aussi avancé que le Parti Italien, avaient germé et levé, et plus rapidement qu'ailleurs, dans certaines sections comme celle fort importante de Turin. Là surgissait, il y a plus d'un an, un hebdomadaire, l'*Ordine Nuovo*, revue d'études communistes ; là apparaissait, dans l'édition locale de l'*Avanti*, un esprit qui n'était pas tout à fait le même que celui de la direction du journal et du Parti. On y préconisait l'organisation de groupes communistes et la création de conseils ouvriers, création qui ne tarda pas à entrer dans le domaine de l'application pratique (par exemple à l'usine de la fabrique d'automobiles F. I. A. T.).

Le prolétariat piémontais avait toujours été à l'avant-garde révolutionnaire ; il se maintenait ainsi à son poste, et, dans la progression générale du Parti, entraînait résolument dans la voie des réalisations révolutionnaires.

Par action et réaction, le milieu et sa presse agissaient l'un sur l'autre. Lors de la grande grève d'avril dernier, pour le contrôle ouvrier, des conseils de fabriques surgirent dans presque toutes les usines métallurgiques ; on y accueillit les inorganisés de ce « Lumpenprolétariat » que les idées communistes doivent arracher à sa torpeur. L'*Ordine Nuovo* avait encouragé ces tentatives. Pendant toute la durée de la grève, il y eut des divergences très nettes entre l'*Avanti* de Milan et celui de Turin, d'où réclamaient de Serrati et reproches de la direction du Parti à Galletti, Gramsci, etc., de Turin.

Cependant la C. G. T., persuadée de la valeur de ses méthodes, s'attachait avec une nouvelle ardeur, à son œuvre réformiste. Fort inquiétée par la grève d'avril, elle voyait de très mauvais œil naître, croître et embellir les nouveaux communistes piémontais, et se multiplier des conseils où entraient des éléments inorganisés. Elle chercha donc un champ d'action conforme à ses tra-

ditions et le trouva dans la campagne d'obstruction menée par les métallurgistes pour l'augmentation de salaires, d'ailleurs misérables.

Le lock-out de l'usine Roméo de Milan, la résistance du baron Bazzolis, patron féodal de Torre Pellice, brusquèrent les événements, et déterminèrent l'occupation des usines pour l'obtention du contrôle.

Les idées d'Avril à Septembre

Depuis avril, l'idée avait fait du chemin, et cette fois les réformistes eux-mêmes la soutinrent. L'opposition des deux *Avanti* se faisait néanmoins de plus en plus vive : la section de Turin, la Fédération Piémontaise élevaient de vives critiques contre la direction du Parti, réclamant un changement radical de ses méthodes. L'*Ordine Nuovo* publiait un rapport en ce sens :

« Le devoir du Parti ? Concentrer en soi l'attention des masses ; obtenir que ses directives deviennent les directives des masses ; conquérir la confiance permanente des masses ; en un mot, en être le cerveau et le guide.

« Dans ce but, il est nécessaire que le Parti se plonge dans la réalité effective de la lutte de classes que mènent le prolétariat des villes et celui des campagnes ; qu'il sache en comprendre les phases diverses, les multiples manifestations ; qu'il sache extraire l'unité de la multiplicité pour être en mesure de donner une réelle direction à l'ensemble des mouvements, pour infuser à la foule la conviction què, dans le désordre actuel, il existe un ordre immanent qui régènera la société des hommes et rendra les instruments de travail à leur destination, qui est de satisfaire les exigences de la vie et du progrès. »

Puis :

« Il aurait fallu entamer immédiatement et développer jusqu'au bout une action énergique pour rendre l'organisation révolutionnaire du Parti homogène et cohérente et pour lui donner la physiologie distincte et spécifique de Parti Communiste adhérent à la III^e Internationale. »

Or, « la polémique contre les réformistes et les opportunistes ne fut même pas commencée ; pas plus que la direction du Parti, l'*Avanti* n'opposa une conception révolutionnaire personnelle à la propagande incessante des réformistes et des opportunistes au Parlement et au sein des organisations syndicales ».

Enfin et surtout « le Parti n'a pas pris part au mouvement international ».

Et bien avant que ne fussent élaborées les conditions de Moscou, la section de Turin demandait que :

1^o Le Parti italien « devint homogène, cohérent, avec une doctrine propre, une discipline, une tactique implacable et rigide » ;

2^o « Tous ceux qui ne sont pas communistes révolutionnaires soient éliminés du Parti, et la direction délivrée du souci de maintenir l'équilibre entre les diverses tendances » ;

3^o « La direction, maintenue en contact permanent avec les sections, devienne le centre moteur de l'action prolétarienne dans toutes ses manifestations » ;

4^o « Les sections poussent à la formation, dans toutes les fabriques, dans tous les syndicats, dans les coopératives, dans les casernes, de groupes communistes qui répandent sans cesse au cœur

des masses les conceptions et la tactique du Parti, qui organisent la formation de conseils d'ouvriers pour le contrôle de la production industrielle et agricole, qui fassent la propagande nécessaire pour conquérir foncièrement les syndicats, les Bourses du travail et la C.G.T. ;

5° « La direction mette immédiatement à l'étude, rédige et répande un programme de gouvernement révolutionnaire du Parti socialiste dans lequel soient exposées les solutions réelles que le prolétariat, devenue classe dirigeante, entend donner aux problèmes essentiels, économiques, politiques, religieux, scolaires, etc., qui préoccupent les diverses couches de la population laborieuse. »

Ces critiques, ces projets formulés bien avant le 2^e Congrès de la 3^e Internationale, ont dû, dans une certaine mesure, contribuer à l'élaboration même des 21 conditions de Moscou. *En tous cas, le même esprit anime Moscou et Turin.*

Bien entendu, le milieu qui entoure et l'*Ordine Nuovo* et l'*Avanti* de Turin est très évolué, très organisé, très imbu d'esprit collectif ; plus que tout autre région d'Italie, le Piémont est mûr pour la transformation révolutionnaire qui pourrait s'y réaliser demain avec le minimum d'effort, le maximum de vitesse, peut-être sans heurts. La presse reflète ce qui l'entoure, comme, il faut bien le dire, l'organisation communiste régionale est un peu le résultat des travaux, des études théoriques et pratiques, de l'incessant effort intellectuel de la rédaction animatrice des deux journaux de Turin.

Les critiques de la section, parues dans l'*Ordine Nuovo*, furent connues et goûtées à Moscou, avant que n'y arrivât la délégation italienne. Elles contribuèrent à établir le jugement du comité exécutif de la 3^e, et furent le point de départ des critiques adressées à la direction du Parti Italien.

Le premier à recevoir ces critiques fut Serrati qui, à Moscou, s'entendit formuler les objections mêmes de l'*Ordine Nuovo*, émanant de la direction turinaise de l'*Avanti*. Cela suffit à expliquer comment s'est rompu le lien qui unissait la maison mère à l'édition de Turin, dont l'indépendance politique est aujourd'hui complète. Cela ne suffit pas à expliquer les divergences de vues qui ont pu se produire entre le centre gauche et l'extrême-gauche au lendemain du 2^e Congrès de la 3^e Internationale.

Ces divergences peuvent nous paraître aujourd'hui tardives, puisqu'elles se produisent un an après l'adhésion au Parti Italien ; mais ce retard s'explique par le caractère spontané de l'adhésion, telle qu'elle fut décrétée il y a plus d'un an, sans examen des thèses, et par le caractère de plus en plus révolutionnaire de la situation italienne, caractère qui pose avec une acuité chaque jour grandissante, les différents problèmes de l'immédiate révolution.

L'occupation des usines

Les événements de septembre — l'occupation des usines — le fonctionnement de centres métallurgiques aussi importants que « Fiat Soviet », — dont la production, sous le contrôle ouvrier, s'*élève au-dessus de la normale*, l'organisation de ce contrôle, tout cela représente un ensemble de problèmes d'autant plus passionnants que la mise en pratique de certaines solutions ouvre un champ particulièrement étendu à la discussion théorique.

L'occupation des usines par leur personnel ne constitue par la révolution ; c'est un simple fait matériel qui ne peut aboutir seul ; occuper les usines sans avoir le contrôle complet des moyens de production et d'échange, c'est courir à l'arrêt

certain de leur fonctionnement par manque de matières premières. Pour l'Italie en particulier, et plus particulièrement pour la métallurgie italienne, cela est d'autant plus certain que le sous-sol italien est actuellement pour ainsi dire improductif, et que l'importation seule peut permettre l'activité sidérurgique. Néanmoins, l'occupation a eu des conséquences très importantes au point de vue de la préparation mentale des prolétaires, des techniciens et des capitalistes.

Ces derniers ont touché du doigt les possibilités révolutionnaires ; l'organisation de la bourgeoisie en classe employant en dehors de toute action gouvernementale les méthodes de lutte violente, y a gagné du terrain. En octobre, il n'était bruit en Italie que de coup d'Etat militaire, remplacement du roi faible par un roi énergique, le duc d'Aoste peut-être, intervention de d'Annunzio et de Mussolini, appuyés, précédés, entourés par les groupements bourgeois armés, procédant du principe même des minorités agissantes. Ces groupements, reprenant l'appellation d'anciens noyaux républicains organisés par Crispi il y a trente ans, se nomment « fasci », c'est-à-dire « faisceaux ». Ils existent à vrai dire depuis la démobilisation sous le nom d'« Arditi », c'est-à-dire « Audax », et se sont déjà distingués en de nombreux coups de main, comme l'incendie de l'*Avanti* de Milan, ou celui tout récent du *Lavoratore* à Trieste. L'occupation des usines a renforcé ces éléments violents par la conscience chaque jour plus claire chez les capitalistes des possibilités révolutionnaires.

Les techniciens se sont posé la question de savoir quelle devait être leur attitude. Ceux qui, nés dans le sérail, participaient de la propriété capitaliste, ont fait grève. Quelques violences s'étant produites du côté ouvrier pour contraindre les ingénieurs au travail, un grand nombre de ces derniers fit d'abord cause commune avec les techniciens capitalistes ; mais, les jours suivants ne tardèrent pas à amener de très nombreuses défections dans les rangs des techniciens grévistes, dont beaucoup reprirent progressivement leur poste à l'usine occupée. Ce poste, très nombreux étaient ceux qui ne l'avaient jamais quitté et qui avaient, à Milan, nettement affirmé leur point de vue, dès le 31 août, par l'ordre du jour suivant : « Les ingénieurs milanais, réunis le 31 août, pour discuter de l'attitude à prendre en face de l'occupation des usines métallurgiques de Milan par les ouvriers, affirment que, d'une manière générale, le premier devoir des techniciens en tant que facteurs de production, doit être de veiller rationnellement à ladite production, d'apporter tous leurs soins à en éviter l'interruption, sans égard aux intérêts particuliers des propriétaires susceptibles de nuire aux intérêts économiques de la nation ; en conséquence, au cas d'un lock-out des établissements métallurgiques, les techniciens devront entrer dans les usines occupées par les ouvriers pour continuer leur œuvre, à la condition que les organisations ouvrières leur garantissent la discipline et l'organisation technique de nature à permettre la production régulière ; ils sont convaincus que cette preuve d'objectivité supprimera toute méfiance et toute hostilité à leur égard, et entendant, jusqu'à la fin du conflit, coopérer à la production indispensable au bien-être du pays ».

Chez les ouvriers, enfin, l'occupation eut pour résultat d'affaiblir considérablement le concept de propriété privée, concept trop ancien pour ne pas être profondément gravé dans le subconscient même des tempéraments les plus révolutionnaires ; d'affaiblir aussi le critérium d'autorité patronale. Cette dernière conséquence, utile au point de vue révolutionnaire, peut constituer un vérita-

ble danger si elle aboutit à la disparition même du principe d'autorité et de discipline, disparition qui entraînerait comme conséquence immédiate la naissance instantanée et puissante d'un individualisme forcené, d'un anarchisme élémentaire dont l'aboutissement fatal serait non point la socialisation, mais la destruction des moyens de production et d'échange.

Aussi a-t-on, dans les usines occupées, remplacé l'autorité patronale par l'autorité dictatoriale du conseil d'usine, veillant au matériel, aux matières premières, au coffre-fort.

En effet, une discipline énergique, comportant des décisions et des sanctions rapides, peut seule faire que ne disparaisse, avec l'autorité patronale, que le caractère patronal même de cette autorité : au lendemain de l'occupation, l'autorité doit se révéler plus énergique que jamais, car l'indiscipline ne peut co-exister avec l'organisation communiste.

Et de là découle une conséquence psychologique nouvelle de l'occupation : réalisée sous la forme collective, réalisée dans l'espace et dans le temps, à l'état statique d'abord, à l'état dynamique ensuite, l'occupation a contribué à affaiblir les tendances individualistes, communes encore à tous les hommes, et à développer chez les ouvriers métallurgistes l'état d'esprit communiste solidaire, sans lequel aucune réalisation économique n'est possible.

Après le congrès de Moscou

On peut donc comprendre combien ces événements de quelques semaines ont pu agir sur les masses et sur l'élite qui en émane. Si l'on y ajoute les réactions déterminées par les conséquences directes des délibérations du Congrès de la III^e Internationale, on se rend compte que l'Italie est en ce moment un gigantesque creuset où s'élabore, dans le choc bouillonnant des idées, la synthèse révolutionnaire de demain.

La situation économique italienne est sensiblement plus mauvaise que la nôtre. Malgré la considérable diminution de la natalité et l'accroissement très sensible de la mortalité, la population s'est, sur l'ancien territoire seul, accrue de plus d'un million d'habitants de 1914 à 1919, et la densité de la population dépasse 190 par kilomètre carré (presque le double de la densité française).

Les charges alimentaires de l'Italie étaient avant la guerre atténuées par une émigration considérable (872.000 émigrants pour l'année 1913, par exemple) : cette émigration tombe, en 1914, à 479.000 ; en 1915, à 146.000 ; en 1916, à 142.000 ; à 46 et 28.000 en 1917 et 1918. Ce courant formidable qui pousse le prolétariat italien à chercher son minimum de vie ailleurs, vient à peine de reprendre. Son interruption a contribué à rendre plus grave encore le problème alimentaire. Les surfaces emblavées ont diminué pour presque toutes les cultures ; si la production du blé est restée à peu près constante, celles du maïs, de la betterave à sucre, de la pomme de terre, du raisin, ont subi des reculs importants. Il a fallu combler les déficits par des importations. Acculé par un change terriblement défavorable (1), l'Etat a limité ces importations au strict minimum : les aliments nécessaires à la vie ont manqué et manquent encore. Le prolétariat italien a donc souffert et souffre encore plus vivement que le nôtre des conséquences de la politique capitaliste.

Le nombre des propriétaires agricoles diminue régulièrement ; celui des salariés augmente, et la

(1) Au cours actuel, la lire vaut environ 0 fr. 60 et le dollar 28 à 29 livres, soit presque six fois son cours d'avant-guerre.

propagande révolutionnaire n'atteint pas que ces derniers dans les campagnes : elle touche aussi vivement les fermiers, les métayers, les petits propriétaires.

De cet ensemble de circonstances découle naturellement le caractère puissamment actif de la pensée révolutionnaire. La politique de la direction du Parti Italien qui pouvait nous paraître particulièrement active, parce qu'infiniment plus active que la nôtre, n'en soulevait pas moins à gauche les très vives critiques que nous connaissons. A son retour de Moscou, Bordiga, leader de la fraction antiparlementaire, acceptait avec ses amis l'intégralité des thèses de la 3^e Internationale. Ils cessaient donc de faire bande à part et formaient avec les communistes, un nouveau bloc de gauche, composé des éléments extrémistes qui, ainsi que les réformistes, avaient été minorisés à Bologne, par le centre et la gauche coalisés, et de tous les éléments de gauche qui, faisant antérieurement bloc avec Serrati, avaient porté ce dernier à la direction de l'*Avanti*. Ce bloc de gauche va de Graziadei à Bordiga, en passant par Bombacci, Terracini, Gramsci et Galetti.

Il est nettement d'accord avec l'*Ordine Nuovo* et l'*Avanti* de Turin. On pouvait penser qu'en raison de sa politique antérieure, Serrati, sans égard aux divergences qui avaient pu le séparer de ses collaborateurs turinois, se rallierait à la motion que présente ce bloc de gauche au prochain Congrès du Parti. Il n'en fut rien. La motion de Bombacci accepte toutes les conditions de Moscou en motivant son acceptation : elle déclare « que seront formellement exclus du Parti tous les adhérents ou les groupes qui se sont ou se seront prononcés contre le programme communiste par le vote des sections ou du Congrès ou par n'importe à quel autre moyen ».

Serrati ne va pas jusque-là dans sa lettre à l'*Humanité* et précise : « Nous sommes pour toutes les conditions de Moscou, il s'agit de leur application. Je soutiens qu'on doit épurer le Parti des éléments nuisibles — et j'ai proposé l'expulsion de Turati — mais qu'il nous faut ne pas perdre les masses des syndicats et des coopératives. Les autres veulent une scission radicale. Voilà le différend... Ma pensée dans ce moment est que le P. S. I. doit se diviser le moins possible, tout en rejetant de son sein les leaders qui ont manifesté des opinions absolument en antagonisme à celles de la 3^e Internationale... ».

En même temps, Serrati forme au centre du Parti un groupement qu'il intitule « communiste unitaire ». A vrai dire, il est improbable que la seule divergence de vues sur l'ampleur des exclusions ait pu déterminer le directeur de l'*Avanti* à se séparer de ceux-là mêmes avec qui il paraissait, avant le Congrès de Moscou, pleinement d'accord ; le terme de « communistes unitaires » semble bien de nature à établir une confusion que Serrati, pour ceux qui le connaissent bien, n'a certainement pas voulu créer, mais qui n'en est pas moins susceptible d'être exploitée par les réformistes eux-mêmes.

N'est-ce pas au nom de l'unité que ces derniers ont toujours pratiqué et imposé au Parti une politique de renoncement à ses thèses fondamentales ?

Il n'est pas possible que Serrati ne s'aperçoive pas du danger de son attitude et des conséquences qu'elle peut avoir. Il veut éviter la scission : rien ne prouve que la motion Bombacci la doive provoquer. Par contre, si, pour faire échec à la motion communiste, tous les réformistes et sociaux-pacifistes font demain bloc, malgré Serrati lui-même, sur sa motion, il pourrait devenir, involontairement je le suppose, le chef « com-

muniste unitaire » d'une majorité presque entièrement anticommuniste.

Les communistes italiens sont, je crois, décidés en ce cas à faire la scission. Serrati obtiendrait donc ce paradoxal résultat de créer la scission à gauche pour éviter le danger d'une scission à droite.

Cela est d'autant plus extraordinaire que les éléments centristes italiens sont infiniment plus près que les nôtres des thèses de Moscou, et qu'il ne peut y avoir de divergences profondes qu'entre la droite et le reste du Parti Italien.

Serrati m'écrivait récemment : « Entre Bombacci et moi, il y a une divergence sensible pour ceux-là seulement qui cherchent la scission à tout prix. Mon opportunisme est... antioportuniste ».

Nous voulons donc espérer avec Zinoviev que, revenant sur sa décision, Serrati et ceux qui pensent comme lui sauront éviter une manœuvre qui ferait d'eux les adversaires directs des fractions communistes, se rallieront entièrement à ces fractions dont, d'après Serrati lui-même, rien ne les sépare ; que si ces divergences devaient s'accroître, c'est qu'elles auraient, en réalité, des raisons plus profondes que celles qui nous sont actuellement dévoilées, raisons théoriques ou pratiques qu'il serait en ce cas préférable de faire connaître.

Les combats contre la droite sont les seuls que mène la fraction communiste au sein du Parti, depuis le jour où la fraction antiparlementaire s'est ralliée aux 21 conditions de Moscou. Mais en dehors même du Parti, il importe de ne pas oublier l'existence du mouvement anarchiste qui n'est pas négligeable en Italie. Si peu négligeable que la motion communiste en tient compte en ces termes : « Au moment où il fallait des résolutions décisives, ce furent des hommes dépassés par le mouvement, à qui le Parti ne sut pas retirer la direction de l'action syndicale et parlementaire, qui restèrent seuls arbitres de la situation. Et ce fut aussi aux vieilles méthodes de composition et de transaction qu'on revint. Les masses prolétariennes, déçues, se tournent donc partiellement vers d'autres organisations révolutionnaires en dehors du Parti, comme les syndicalistes et les anarchistes. Or, ces derniers joignent à de justes critiques sur une attitude totalement en opposition avec les exigences révolutionnaires et avec le langage même des chefs du Parti, des conceptions du processus révolutionnaire sur lesquelles les communistes ne peuvent tomber d'accord. »

Il s'agit, dans cette motion, de l'« Unione Sindacale » qui groupe actuellement environ 100,000 syndiqués, et des divers groupements anarchistes dont les effectifs ne sont pas connus. Ces groupements, quoique relativement peu nombreux, sont extrêmement actifs. C'est leur influence qui provoque en Italie de nombreux actes de propagande par le fait et une tendance grandissante aux manifestations individualistes ; cette tendance, qui développe le moi au détriment de la collectivité, est éminemment contraire à l'esprit communiste ; elle détermine cet « anarchisme élémentaire » que Lénine eut tant de peine à combattre au début de la République Soviétique.

Or, c'est un fait facile à constater qu'elle se développe d'autant mieux que le milieu socialiste qui l'entoure est réformiste ou social-pacifiste. Une ligne de conduite précise, une volonté ferme et agissante, une propagande continue et nettement déterminée empêche que ce danger ne devienne aigu. Ce n'est pas le moindre des enseignements à tirer des événements d'Italie. Que notre politique communiste vienne à faiblir, qu'elle s'oriente un tant soit peu à droite, ce sera pour le Parti

un affaiblissement théorique, quantitatif et qualitatif, le plus dangereux des affaiblissements, celui qui a tué la II^e Internationale, l'affaiblissement à gauche.

Conclusions

1^o L'Italie est à un stade pré-révolutionnaire sensiblement plus avancé que le nôtre ;

2^o Son prolétariat, dont les qualités techniques sont inférieures aux qualités techniques du prolétariat français, est néanmoins moralement et psychologiquement plus prêt à assumer la responsabilité de la gestion communiste ;

3^o La lutte de classes y a atteint une acuité beaucoup plus grande qu'en France. Le capitalisme s'y organise d'après les principes mêmes de la sociologie sorélienne : associations capitalistes, organisations de minorités militarisées et armées, n'hésitant pas à prendre l'offensive, création d'un état d'esprit de coup d'Etat. A bourgeoisie agissante, prolétariat agissant ;

4^o La seule occupation des usines est sans portée économique, mais elle constitue une école de contrôle et de gestion ouvrières. Elle a pour résultat certain de faire pénétrer les principes et les méthodes de la lutte de classes, aussi bien chez les prolétaires que chez les capitalistes. Elle supprime le groupe intermédiaire des techniciens petits-bourgeois que l'occupation projette dans l'un ou l'autre des deux groupes antagonistes ;

5^o L'occupation des usines affaiblit le principe d'autorité patronale. Il importe de donner le plus de vigueur possible au principe d'autorité communiste, seul moyen d'empêcher la destruction des moyens de production et d'échange ;

6^o Les programmes et les propagandes faibles déterminent une poussée d'anarchisme individualiste ; les programmes et les propagandes énergiques et nets réduisent cette poussée au minimum ;

7^o Il faut continuer à suivre de près le mouvement italien.

Antonio COEN.

La maladie infantile du Communisme

Le livre déjà fameux de Lénine, *La Maladie Infantile du Communisme*, vient de paraître par les soins de la « Bibliothèque Communiste ».

Pas un lecteur du *Bulletin Communiste* ne peut se dispenser de lire et d'étudier cet ouvrage du grand leader bolchevik.

Très soigneusement édité, le livre ne coûte que 4 francs. (Par la poste, 4 fr. 50.)

Nous conseillons à nos lecteurs de commander directement leur exemplaire à la « Bibliothèque Communiste ». Adresser lettres et mandats à René Reynaud, 123, rue Montmartre, Paris.

Tous les communistes ont le devoir d'exiger que *La Maladie Infantile du Communisme* soit placée dans les Bibliothèques de leurs sections et syndicats, des municipalités et des Bourses du Travail.

L'agitation communiste ne suffit pas. Il faut encore songer à l'éducation communiste.

Lisez le nouveau livre de Lénine. Achetez-le sans tarder. L'édition sera très vite épuisée.

La Politique internationale de l'année 1920

L'année de lutte du capital de l'Entente contre la Russie Soviétique a été pour lui une année de défaites et cela non seulement de défaites militaires sur tous les champs de bataille, sur lesquels la Russie Soviétique a mesuré ses forces avec celles de la contre-révolution russe armée par l'Entente ; ce fut aussi l'année de défaites économiques et politiques de l'Entente. L'alliance des vainqueurs des puissances capitalistes s'est montrée impuissante comme un fantôme. Cette alliance ne put pas non seulement être d'accord en fait, dans sa politique à l'égard des pays vaincus par elle, elle ne put pas non seulement empêcher la destruction économique de ces pays, laquelle menace de l'arrêt de leur propre développement économique, mais encore elle heurta les unes contre les autres, les puissances de cette alliance sur tous les points vitaux de la politique mondiale. Alors que l'idée directrice de l'impérialisme français semble être l'exploitation fiévreusement rapide du peuple allemand, écrasé par les exigences financières et cessa de contraindre le peuple russe à payer les dettes tsaristes — le gouvernement anglais, lui, espère avec l'aide des matières brutes russes et du pain russe s'affranchir du monopole américain. Le gouvernement américain craint la renaissance du marché de matières brutes russes et du pain russe précisément pour le même motif pour lequel l'Angleterre désire cette renaissance. Mais le gouvernement américain a besoin de la Russie comme marché privé de tous les produits fabriqués et comme contrepoids à l'influence du Japon. Le gouvernement italien, par trop faible pour poursuivre une politique entièrement indépendante à l'égard de la Russie soviétique, est guidé en premier lieu par la crainte d'aggraver sa politique militaire à l'égard de la Russie soviétique absolument en opposition avec le mouvement du prolétariat italien attaché par une profonde affection au grand prolétariat russe. Etant donnée la force plus grande du capitalisme anglo-américain par rapport au capitalisme français il faut s'attendre à la victoire des tendances pacifiques dans le camp des alliés, car l'impérialisme français vivant du crédit anglais et américain, n'est pas en état d'imposer sa volonté contraire à celle de ses « alliés » plus puissants, mais ni le gouvernement capitaliste américain, ni l'anglais ne purent, jusqu'à présent, mener une politique aussi clairement pacifique. Non seulement il n'existe pas de politique générale de l'Entente, mais même le gouvernement anglais ou le gouvernement américain n'ont pas eux-mêmes de politique définie. La bourgeoisie marchande de l'Angleterre est pour les relations pacifiques avec la Russie soviétique, mais plus les difficultés de l'impérialisme anglais s'accroissent dans l'Asie Mineure et dans l'Asie Centrale et plus il est obligé de mener une politique défensive et plus la Russie soviétique lui apparaît comme un ennemi redoutable. Ayant montré aux peuples de l'Orient, jusqu'à

présent sans défense, qu'un peuple travailleur peut vaincre ses oppresseurs, la Russie soviétique est devenue le centre attracteur, le soutien des peuples de l'Orient soulevés. La vieille clique impérialiste anglaise ayant consenti extérieurement aux relations commerciales avec la Russie soviétique, essaye en même temps de jeter contre celle-ci de nouveaux ennemis et organise contre elle de nouvelles attaques sanglantes afin qu'au moyen de la guerre civile il ne soit point possible à la Russie soviétique de se renforcer comme centre d'organisation du soulèvement de l'Orient. Cette tendance se joint à l'action antisoviétique de l'impérialisme français, lequel a poussé contre la Russie soviétique la Pologne Blanche. Cette dernière vassale de la France tire avec l'aide de Wrangel les dernières cartouches restant à l'intervention des alliés et détruit la politique pacifique de la bourgeoisie marchande anglaise, dirigée par Lloyd George. Celui-ci lutte sans décision contre cette nouvelle intervention et, en effet, comment lutterait-il avec décision pour la paix avec la Russie soviétique en la force de laquelle lui-même n'avait pas foi ? Comment pourrait-il approfondir les dissensions avec la France par une paix aussi douteuse avec la Russie soviétique, alors que la France garantit par son armée la soumission de l'Allemagne à peine dernièrement écrasée ?

Lloyd George et le Gouvernement anglais ne s'opposent pas, à l'avance, à l'attaque polonaise du 26 avril, laquelle entraîne mécaniquement la nullité de l'accord commercial, car la première condition de cet accord semble bien être l'organisation pacifique de la Russie. Les capitalistes anglais perdent d'autant plus les rênes de leurs mains qu'ils voient que la Russie soviétique n'est point Denikine et qu'elle n'a point l'intention de permettre aux Anglais de piller la Russie. Elle veut recevoir, en échange de son or, les objets et les machines nécessaires à la reconstruction de son économie. Or, la Russie soviétique essaye de remettre la question des matières brutes à l'époque où elle pourra renforcer son appareil économique et lorsqu'elle sera en état d'exporter de ses matières brutes et d'autres produits. Les capitalistes de l'Angleterre ont consenti à reprendre les relations commerciales avec la Russie soviétique et même des relations de contrebande au cours desquelles ils vendent les objets demandés afin de détruire le plan économique du Gouvernement soviétique et non point pour permettre à la Russie de montrer au monde que le communisme présente la seule issue de l'anarchie capitaliste. Les capitalistes anglais attendent donc pour voir si les légions blanches polonaises ne réussiront pas, les armes à la main, à faire sauter des mains de la Russie soviétique, le pain et le sucre ukrainien, s'il ne sera pas possible aux bandes de Wrangel de s'emparer du charbon du Donetz. Alors l'Angleterre pourra défendre devant la France sa part de butin. La

Russie soviétique se montre plus forte que ne l'avaient cru les capitalistes anglais, son armée, arrive jusqu'à Varsovie et la bourgeoisie londonienne croit déjà voir la cavalerie rouge sur les bords du Rhin. Elle menace la Russie soviétique de la guerre, mais au même moment la classe ouvrière se soulève et crie à la bourgeoisie anglaise : Halte ! C'est la première fois dans l'histoire de l'Angleterre que celle-ci définit sa politique.

Ayant essayé une défaite, l'armée rouge recule, mais la peur de voir revenir sur elle avec les droits d'une grande puissance, la Russie prolétarienne, ne quitte plus l'esprit de la bourgeoisie anglaise. La paix avec la Russie soviétique, les relations commerciales avec cette dernière, voilà des questions qui reviennent à la surface et en même temps l'Angleterre fait de nouvelles tentatives pour créer un nouveau front du sud et réunir les armées de Wrangel à celles de la Géorgie Blanche et de l'Arménie et de couper avec leur aide la Russie soviétique du charbon du Donetz, du pain du Kouban et du naphte de Bakou. La France fait une pression pour obtenir qu'on écarte la Pologne de ses intentions de paix. Mais la Pologne Blanche qui a entendu à Varsovie même le son des canons soviétiques et qui sait que les alliés n'étaient pas en état de la soutenir au moment décisif, se refuse à marcher sous la férule des alliés. Elle conclut les préliminaires de paix dans des conditions un peu plus mauvaises qu'elle aurait pu le faire en mars, et de la sorte elle livre Wrangel à la défaite.

Le troisième anniversaire de la révolution d'octobre voit déjà le commencement de cette défaite, mais celle-ci n'est pas encore terminée. Un nouveau foyer de lutte apparaît au Caucase aux portes de Batoum que l'Angleterre essaye d'acheter aux traîtres menchéviks. Le bras des bandits anglais est déjà tendu vers le naphte de Bakou, mais une chose est sûre, le capital international européen ne peut plus se jeter avec ses propres forces contre la Russie soviétique ; la révolution mondiale a déjà enlevé les armes de ses mains dans un tel combat. L'attraction des masses populaires de tous les pays vers la Russie soviétique est tellement forte que même les traîtres ordinaires et les espions de l'Entente, du camp des ouvriers, commencent à quitter ouvertement, à la tribune de Genève de la 2^e Internationale, leur attitude haineuse envers la Russie soviétique et sont obligés, sous la pression des masses ouvrières, de se déclarer ouvertement contre toute tentative de guerre avec la Russie.

Le blocus de la Pologne par les cheminots allemands tchèques et autrichiens, a montré l'impossibilité absolue de toute guerre ouverte des gouvernements de l'Entente contre la Russie soviétique. Restent seulement les tentatives de faire verser le sang avec l'aide de petits mercenaires dans le genre du héros Savinkov, dont le cheval blanc sorti des écuries de Pilsudski ne saurait aller bien loin, ou dans le genre de Boulak Balakhovitch jouant à son tour le rôle du patriote grand russe Youdenitch, ce rôle de compère concurrent de l'ataman Petlura au sujet duquel le peuple chante déjà cette chanson : « Le directeur dans le wagon, le territoire dessous ! » Il est évident qu'avec ces poux de la contre-révolution internationale, la Russie soviétique règlera rapidement ses comptes quelles que soient les difficultés qu'ils créent à ses efforts. Mais il faut compter avec ce fait que pendant qu'elle mène des pourparlers en vue de relations commerciales, la bourgeoisie mondiale se servira de toutes les possibilités, de toutes nos difficultés, de toutes les plaies sur le corps

de la Russie soviétique afin d'y introduire le poison et afin de créer de nouvelles plaies et nous écartier finalement de tout travail. Au moment où la Russie soviétique sera alliée à quelque autre pays dans lequel la masse ouvrière aura vaincu, la bourgeoisie mondiale aura commencé à jouer son va-tout et lancera contre nous la garde volontaire de la contre-révolution qui s'est dispersée dans le monde entier, elle achètera peut-être moyennant des concessions considérables dans l'Océan Pacifique, l'intervention des Japonais, elle pourra peut-être nous obliger, une fois de plus, à un corps-à-corps décisif. Mais nous ne sommes plus isolés du marché mondial et nous devons essayer, avec toutes nos forces, de recevoir du monde capitaliste tout ce qu'on en peut recevoir en vue du travail pour la résurrection de la vie économique du pays. Nous devons, une fois pour toutes, tirer cette conclusion que notre organisation économique n'est pas possible, ou du moins, ne pourra s'étendre avant la conclusion de la paix mondiale. Que ce moment n'arrive pas très vite, qu'une partie de la classe ouvrière russe doit construire le nouveau monde pendant que l'autre partie doit la défendre avec ses bras ; et de là une deuxième conclusion, à savoir que longtemps encore nous ne pourrions transformer notre glaive en charrue. Enfin que l'organisation de l'armée rouge semble devoir être notre tâche dans la même mesure que l'organisation économique. Trois années de politique extérieure de la Russie soviétique, c'est trois années de lutte, les armes, mais aussi le marteau à la main.

Karl RADEK.



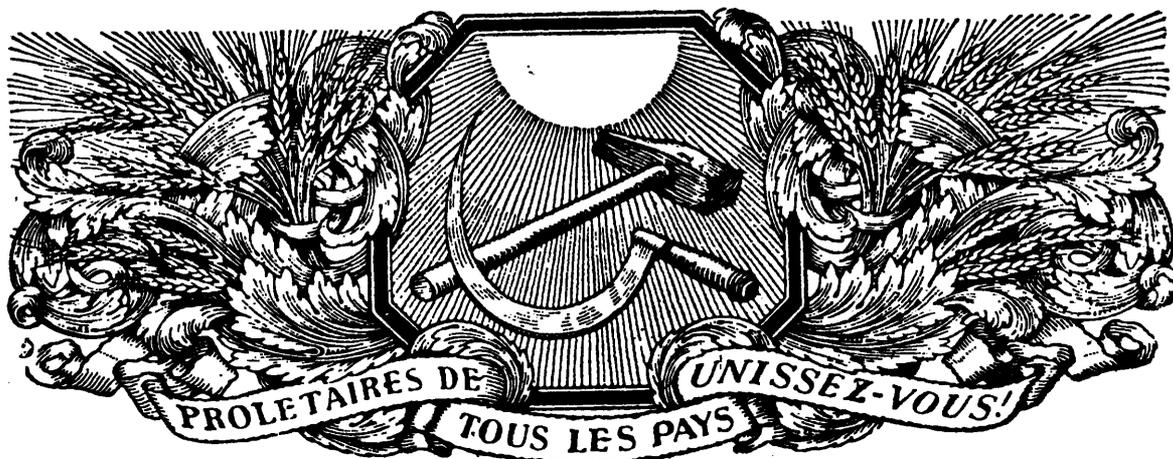
Bibliothèque

Communiste

PARIS

123, rue Montmartre

A. GLEBOV. — <i>Les Syndicats russes et la Révolution (préface de Boris Souvarine)</i>	0 50
KERTJENZEV. — <i>Les Alliés et la Russie</i>	3
ALEXANDRA KOLLONTAI. — <i>La Famille et l'Etat Communiste</i>	0 40
LENINE. — <i>La maladie infantile du Communisme</i>	4
<i>Lettre aux ouvriers américains</i>	0 25
A. RANSOME — <i>Six semaines en Russie</i>	3 50
S.-J. RUTGERS. — <i>En Russie Soviétiste</i>	0 75
JACQUES SADOUL. — <i>Notes sur la Révolution bolchevique</i>	7 50
BORIS SOUVARINE. — <i>La Troisième Internationale</i>	0 50
BORIS SOUVARINE. — <i>Eloge des Bolcheviks</i>	0 50
TROTSKY — <i>L'Avènement du Bolchevisme</i>	4
TROTSKY. — <i>Les Soviets et l'Impérialisme mondial</i>	0 60
TROTSKY. — <i>Le Terrorisme</i>	0 40
CLARA ZETKIN. — <i>Les Batailles révolutionnaires de l'Allemagne</i>	0 75
*** <i>Le Programme du Parti Communiste russe (bolchevik)</i>	0 60
*** <i>Manifeste et Résolution de l'Internationale Communiste</i>	0 50
*** <i>Hommage à la République des Soviets, par H. Barbusse, etc.</i>	1 25
*** <i>Le Monde capitaliste et l'Internationale communiste (Manifeste du 2^e Congrès)</i>	0 75
*** <i>Statuts et Résolutions de l'Internationale communiste (votés par le 2^e Congrès)</i>	3



Un discours de Lénine

La situation générale à la fin de 1920

Camarades !

Pour traiter de la situation internationale de la République soviétique, il faut naturellement parler avant tout de la guerre polonaise et de la liquidation de Wrangel. Je pense que dans une assemblée de militants du Parti qui ont suivi notre presse et ont entendu maints rapports sur la question, je n'ai pas besoin et je serais malvenu à répéter les détails de toute cette histoire et à revenir sur chaque phase particulière de la guerre polonaise, sur le caractère de nos offensives, ou sur l'importance de notre échec sous Varsovie. Je suppose que la question, sous cet aspect, est déjà assez connue de la plupart des camarades pour que je n'aie pas besoin d'y revenir. Aussi laisserai-je de côté l'exposé des divers épisodes de nos campagnes pour ne m'arrêter que sur le résultat actuel.

Après les brillantes victoires remportées par l'armée rouge pendant cet été et après notre lourde défaite de Varsovie, après la conclusion de la paix préliminaire avec la Pologne, en train de se changer aujourd'hui à Riga en paix définitive, les chances que cette paix préliminaire deviendra réellement une paix définitive ont considérablement augmenté grâce à l'écrasement de Wrangel. Aujourd'hui que cet écrasement est un fait indéniable, la presse impérialiste de l'Entente commence à découvrir son jeu et à reconnaître les vérités que jusqu'à ce jour elle cachait le mieux.

Je ne sais si vous avez fait attention à une petite remarque insérée dans les journaux d'aujourd'hui ou de ces jours derniers, disant que le principal organe de la bourgeoisie impérialiste française, le *Temps*, parle maintenant de la paix polonaise conclue en dépit des conseils de la France. Sans aucun doute, les représentants de la bourgeoisie laissent là échauffer une vérité qu'ils auraient bien voulu ca-

cher et que pendant bien longtemps ils ont essayé de dissimuler.

Nous avons réussi, malgré les conditions désavantageuses de la paix de Riga, — plus avantageuses cependant que celles que nous proposons nous-mêmes en avril dernier aux aristocrates polonais afin d'éviter toute guerre, mais désavantageuses relativement à ce que nous aurions pu obtenir sans notre échec extraordinairement lourd de Varsovie, — nous avons réussi à obtenir des conditions qui font écrouler la plus grande partie du plan impérialiste. La bourgeoisie française reconnaît aujourd'hui qu'elle a insisté pour que la Pologne continue la guerre, qu'elle s'est prononcée contre la conclusion de la paix, afin de sauver Wrangel et de soutenir une nouvelle intervention et une nouvelle campagne contre la République soviétique. L'impérialisme polonais était poussé et est encore poussé par sa nature même à combattre la Russie : malgré cela le plan des impérialistes français a échoué, et en fin de compte nous avons aujourd'hui quelque chose de plus réel déjà qu'un simple répit.

Pendant ces trois dernières années, la Pologne a été de tous les petits Etats ayant fait partie de l'Empire de Russie celui qui a montré le plus d'hostilité contre la nationalité grand-russienne et a réclamé la plus grande part de territoires non habités par des Polonais. Les traités avec la Finlande, l'Esthonie et la Lettonie ont été conclus eux aussi en dépit de l'Entente impérialiste, mais là la tâche était plus facile, parce que les bourgeoisies finlandaise, esthonienne et lettone n'avaient point de buts impérialistes propres leur faisant apparaître comme nécessaire la lutte contre la République soviétique. Au contraire les ambitions de la bourgeoisie polonaise visaient non seulement la Lithuanie et la Russie Blanche, mais l'Ukraine. En outre, elle est

poussée dans le même sens par la vieille inimitié séculaire d'un pays qui a jadis été une grande puissance et qui se pose aujourd'hui en antagoniste de la grande puissance russe.

Même aujourd'hui, la Pologne ne peut renoncer à cette antique hostilité. Voilà pourquoi elle a montré infiniment plus d'esprit belliqueux et d'acharnement dans ses plans militaires contre notre République. Voilà pourquoi aujourd'hui notre succès consistant à conclure la paix malgré l'Entente est chose plus sérieuse. S'il est quelque puissance limitrophe de la Russie et ayant conservé le régime bourgeois sur lequel puisse compter l'Entente pour un plan d'intervention militaire, c'est bien la Pologne. Aussi aujourd'hui, dans leur haine générale contre le pouvoir des Soviets, les Etats bourgeois voient un intérêt immédiat à donner aux aristocrates polonais la Galicie orientale. La Pologne prétend aussi à l'Ukraine et à la Lithuanie. Voilà qui donne à la campagne un caractère d'acuité et d'acharnement particulier.

L'approvisionnement militaire de la Pologne a constitué comme de juste le principal souci de la France et des autres puissances et la quantité des sommes dépensées à cet effet dépasse toute évaluation. C'est ce qui fait l'importance extrême de la victoire remportée finalement par notre armée rouge, malgré l'échec de Varsovie, car elle a placé la Pologne dans une situation telle qu'elle n'avait plus littéralement la force de continuer la guerre. La Pologne a été obligée d'accepter une paix lui donnant moins que ce que nous lui propositions nous-mêmes en avril 1920, avant l'offensive, alors que, dans notre désir de ne pas abandonner notre labeur économique, nous lui offrons des frontières hautement avantageuses.

A ce moment, la presse des patriotes petits-bourgeois, dont sont aussi nos socialistes-révolutionnaires et nos mencheviks, accusa les bolcheviks d'opportunisme et presque de tolstoïsme. Elle traitait de tolstoïen le pouvoir des Soviets parce que nous consentions à faire la paix sur la ligne dite de Pilsudski, d'après laquelle Minsk restait à la Pologne. La frontière passait 50 verstes, et même parfois 100 verstes plus à l'Est qu'aujourd'hui. Je n'ai naturellement pas besoin d'insister devant une assemblée de militants du Parti sur les raisons de notre politique, et nous aurions dû consentir des conditions pires en core, si réellement notre labeur économique n'avait pas été interrompu. Il arriva finalement que la Pologne, conservant le régime bourgeois, fut réduite par la guerre à une crise économique qui suscita un mécontentement extrême, et causa une terreur bourgeoise qui sévit non seulement contre le prolétariat industriel mais encore contre les ouvriers agricoles. L'état de choses bourgeois est devenu à un tel point vacillant en Pologne qu'il n'a pas pu être seulement question de continuer la guerre.

Les succès obtenus par le pouvoir des Soviets sont colossaux. Lorsqu'il y a trois ans nous posions la question du rôle et des conditions de la victoire de la révolution prolétarienne en Russie, nous disions toujours nettement que cette victoire ne pouvait être solide qu'à condition d'être soutenue par une révolu-

tion prolétarienne en Occident, et que notre Révolution ne pouvait être justement appréciée que du point de vue international. Afin d'obtenir que notre victoire soit solide, nous devons obtenir la victoire de la révolution prolétarienne dans tous les pays, ou du moins dans quelques-uns des principaux pays capitalistes. Après trois ans de lutte acharnée, nous voyons dans quelle mesure nos prédictions se sont vérifiées et dans quelle mesure elles ne se sont pas vérifiées.

Elles ne se sont pas vérifiées en ce sens que la question n'a pas reçu de solution rapide et simple. Bien sûr, aucun de nous ne s'attendait à voir durer trois ans une lutte aussi inégale que celle de la Russie contre toutes les puissances capitalistes du monde. Si nos prédictions ne se sont pas vérifiées purement et simplement, rapidement et directement, elles se sont vérifiées cependant dans la mesure où nous avons reçu l'essentiel, car l'essentiel était de conserver au pouvoir du prolétariat et à la République soviétiste la possibilité d'exister, même dans le cas où se ferait attendre la révolution socialiste dans le reste de l'univers. Et, à ce point de vue, il faut dire que notre situation internationale actuelle donne la meilleure et la plus exacte confirmation de tous nos calculs et de toute notre politique.

Inutile de prouver qu'aucune comparaison n'était à établir entre les forces militaires de la République fédérative des Soviets et celles de toutes les puissances capitalistes. Nous étions bien des dizaines et des centaines de fois plus faibles qu'elles : néanmoins, après trois ans de guerre, nous avons forcé presque tous ces Etats à renoncer à toute idée d'intervention. C'est-à-dire que ce qui, il y a trois ans, la guerre impérialiste n'étant pas encore finie, nous sembla possible, à savoir la prolongation durable d'une situation sans décision définitive de part ou d'autre, s'est produit. Mais pour quelle cause ? Ce n'est point que nous ayons été militairement plus forts et l'Entente plus faible. C'est seulement que pendant tout ce temps la dislocation intérieure n'a fait que croître dans les Etats de l'Entente, tandis que croissait chez nous l'affermissement intérieur, et la guerre sert de confirmation et de preuve à cette vérité. L'Entente n'a pas pu nous combattre avec ses propres troupes. Les ouvriers et les paysans des pays capitalistes n'ont pas pu être forcés de marcher contre nous. De la guerre impérialiste, les Etats bourgeois ont réussi à sortir bourgeois. Ils ont réussi à remettre et à reculer la crise qui les menaçait immédiatement, mais ils ont ruiné leur situation dans sa racine à un tel point que, malgré leurs forces armées gigantesques, ils ont dû reconnaître, après trois ans, leur impuissance à étrangler la Russie soviétiste, presque dénuée de forces militaires. Ainsi s'est rouverte confirmée dans sa base notre politique avec nos prévisions, et nous avons eu pour alliés réels les masses opprimées de tous les Etats capitalistes, puisque ces masses ont fait échouer la guerre. Sans obtenir la victoire universelle, la seule solide pour nous, nous avons conquis une situation dans laquelle nous pouvons exister côte à côte avec les puissances impérialistes, obligées aujourd'hui d'entrer en relations commerciales avec nous. Au cours de cette lutte, nous avons conquis le droit à l'existence indépendante.

Ainsi, lorsque nous jettons un regard sur l'ensemble de notre situation internationale, nous voyons que nous avons obtenu des succès énormes, nous avons non seulement un répit mais quelque chose de beaucoup plus sérieux. Un répit, c'était pour nous un court espace de temps pendant lequel les puissances impérialistes avaient maintes occasions de reprendre plus violemment encore la guerre. Aujourd'hui, nous ne nous permettons certes point de nier la possibilité d'une intervention militaire des Etats capitalistes. Nous devons absolument maintenir notre capacité de défense. Mais si nous considérons les conditions dans lesquelles nous avons brisé toutes les tentatives de la contre-révolution russe et obtenu la conclusion formelle de la paix avec tous les Etats de l'Ouest, il est clair que nous n'avons pas seulement un répit ; nous avons une période nouvelle où nous avons conquis notre droit à l'existence internationale parmi les Etats capitalistes. La situation intérieure des Etats capitalistes les plus puissants n'a permis à aucun d'eux de lancer contre la Russie son armée ; c'est la preuve qu'à l'intérieur de ces Etats la Révolution mûrit et ne leur permet plus de triompher de nous aussi vite qu'ils pourraient le faire. Pendant ces trois ans, le sol russe a vu des armées anglaises, françaises, japonaises. Pas de doute que le moindre effort de ces trois puissances aurait largement suffi pour nous vaincre en l'espace de quelques mois, sinon de quelques semaines. Si nous avons résisté à cette attaque, c'est grâce à la démobilisation des troupes françaises, et à la fermentation commençante des Anglais et des Japonais. Nous avons bénéficié tout le temps de l'antagonisme des intérêts impérialistes. Si nous avons triomphé de l'intervention, c'est que nos ennemis étaient divisés entre eux, tandis que grandissait notre cohésion. Par là encore nous avons conquis un répit et rendu impossible une complète victoire de l'impérialisme allemand à l'époque de la paix de Brest.

Dans ces jours derniers, les dissensions entre impérialistes n'ont fait que croître, en particulier à propos du projet de concessions négocié avec un groupe de requins capitalistes parmi les plus acharnés d'Amérique, dirigé par un milliardaire qui compte rassembler autour de lui toute une société de milliardaires. Il n'est presque pas une nouvelle d'Extrême-Orient qui ne témoigne de l'irritation extrême causée au Japon par l'idée de ce traité, bien qu'il n'existe encore qu'en projet. Mais l'opinion publique japonaise a déjà pris feu, et j'ai lu aujourd'hui que le Japon accuse la Russie soviétiste de vouloir la brouiller avec l'Amérique.

Nous avons eu raison de prévoir cette concurrence intense entre les impérialismes et de nous dire que nous devons utiliser systématiquement ces dissensions entre nos ennemis pour entraver leurs entreprises contre nous. La mésentente politique est déjà un fait entre l'Angleterre et la France. Aujourd'hui, nous pouvons parler non plus d'un répit, mais d'une chance sérieuse de travail pacifique pendant un temps plus prolongé. A vrai dire, nous n'avons jusqu'à présent aucune base dans la politique internationale. Aujourd'hui, nous possédons cette base, et la cause en est l'attitude des petites puissances, entièrement placées dans la dépendance des grandes aux points de vue militaire et économique. Il apparaît aujourd'hui

d'hui que la Pologne a conclu la paix avec nous en dépit de la pression de la France. La haine des capitalistes polonais contre le pouvoir des Soviets est très forte ; ils répriment avec une sauvagerie féroce les grèves les plus simples. Leur envie de combattre la Russie soviétiste est extrême ; néanmoins, ils préfèrent la paix avec nous à l'accomplissement des conditions de l'Entente. Les puissances impérialistes règnent sur tout le monde, mais elles ne sont qu'une infime partie de la population du globe. Le fait qu'un pays a paru qui, depuis trois ans, tient tête à l'impérialisme universel, a considérablement changé la situation internationale dans l'univers entier, et voilà pourquoi toutes les petites puissances, qui comprennent la majorité de la population du globe, tendent à faire la paix avec nous.

Le facteur colossal qui nous permet d'exister dans cette situation complexe et absolument exceptionnelle, c'est que le pays socialiste entre en relations commerciales avec les pays capitalistes.

Il m'est arrivé de lire un social-chauvin d'Amérique, du genre de nos socialistes-révolutionnaires de droite ou de nos mencheviks, un militant de la 2^e Internationale, le membre du Parti Socialiste américain Spargo, quelque chose comme un Alexinsky d'Amérique, qui écrit toute une pile de livres contre les bolcheviks, et qui nous fait un reproche (prouvant soi-disant la faillite du Communisme) de parler de compromis avec les puissances capitalistes. Il a écrit : je ne puis me représenter de meilleure preuve de la complète faillite du Communisme et de l'écroulement de son programme. Il me semble que tous ceux qui réfléchissent diront le contraire. Il n'est pas de meilleure preuve de la victoire matérielle et morale de la République soviétiste de Russie sur les capitalistes du monde entier, si les puissances qui nous ont combattus par les armes pour notre terre et pour tout notre régime sont obligées, malgré elles, d'entrer dans la voie des relations commerciales, tout en sachant que par là elles nous fortifient. Tirer de là une preuve de la faillite du Communisme, ce serait possible si nous avions promis ou rêvé de refaire le monde avec nos seules ressources. Mais notre folie n'a jamais été si grande, et nous avons toujours dit que notre Révolution triompherait lorsqu'elle serait soutenue par les ouvriers de tous les pays. Il est arrivé qu'ils l'ont soutenue à moitié, puisqu'ils ont affaibli le bras levé contre nous, et que par là ils nous ont porté secours.

Je me m'arrêterai plus sur cette question, je remarquerai seulement qu'il se crée actuellement au Caucase une situation extrêmement complexe, infiniment difficile à débrouiller, et que la guerre peut nous y être imposée, même d'un jour à l'autre. Mais cette guerre, avec la paix presque assurée avec la Pologne et la complète liquidation de Wrangel, ne peut être terrible, et si on nous l'impose, elle nous promet seulement un affermissement et un renforcement plus grand de notre situation. Les informations de presse sur les événements d'Arménie et de Turquie nous en donnent quelque idée. La situation est extrêmement embrouillée, mais je suis complètement convaincu que nous en sortirons. Ce sera peut-être en conservant la paix sur les bases actuelles, qui sont à certains points de vue très avantageuses pour nous, qui nous donnent satisfaction,

et rendent possible notre existence économique. Nous ferons tous nos efforts pour cela. Mais il est possible que les circonstances nous imposent directement la guerre ou bien nous y conduisent indirectement. Nous pouvons considérer cette éventualité avec un calme parfait : ce sera une guerre sur un territoire éloigné, avec un avantage numérique nous assurant un gain plus grand encore que celui que nous avons reçu de la guerre polonaise. La guerre polonaise, elle était faite sur deux fronts à la fois, sous la menace de Wrangel, et elle était loin de n'intéresser que nos frontières, puisque la ligne Pilsudski ne passait pas à très grande distance de Moscou.

Je termine par là l'examen de la situation internationale. Maintenant, je passe à la situation intérieure.



Grâce à l'échec des multiples tentatives d'intervention armée, notre situation économique s'améliore sensiblement. La cause de l'état désespéré dans lequel nous étions auparavant n'était autre que l'enlèvement à la Russie centrale, à la Russie industrielle, à la Russie prolétarienne, à Petrograd, Moscou, Ivanovo-Voznesensk, des régions les plus fertiles, la Sibérie, le Sud, le Sud-Est, et d'une des principales sources de combustible, le bassin du Donetz. Nous étions coupés aussi des sources de naphte, et finalement il est presque invraisemblable que dans un tel état la République ait pu néanmoins subsister. Vous savez quelles calamités désespérées et quelles privations sans bornes, quelle disette de pain et de chauffage, nous assaillirent par suite de cette privation de nos régions les plus riches et les plus importantes économiquement. La cause de l'amélioration qui se fait sentir aujourd'hui est surtout la restitution de ces régions. La campagne alimentaire nous donne maintenant, grâce à la Sibérie, au Caucase, et au changement qui s'accomplit à notre avantage dans la situation sociale de l'Ukraine, l'assurance que, la saison prochaine, non seulement nous nous tirerons d'affaire, mais nous garantirons un ravitaillement convenable aux ouvriers de notre industrie. Pour la première fois, grâce à l'amélioration indubitable des transports, nous pouvons être sûrs d'avoir entre nos mains un fonds alimentaire de 250 à 300 millions de pouds de blé, avec lequel, au lieu de parler d'organisation socialiste sans rien faire ou presque, comme aujourd'hui, nous pourrions opérer réellement avec de véritables armées du travail, et envoyer des centaines de milliers d'ouvriers de toute sorte aux tâches les plus nécessaires.

Déjà l'amélioration de notre situation en combustible nous a permis de restaurer l'industrie textile. La province d'Ivanovo-Voznesensk a commencé à remettre ses fabriques en marche. Au début, nous n'avions là qu'un quart de million de broches en activité ; actuellement, nous en avons déjà un demi-million, environ 600.000 ; à la fin de l'année, nous comptons atteindre le million, et l'année prochaine 4 millions de broches. Nous commençons seulement maintenant à sortir de l'impasse où nous nous débattons avec toutes les peines du monde, obligés de vivre sur les vieilles réserves, et à entreprendre de restaurer la production détruite. Alors nous pourrions,

en prenant au paysan sa farine, lui donner en échange du sel, du pétrole, et tant soit peu de tissus. Sans cela, il ne peut être question de régime socialiste. Si nous avons acquis une base au point de vue international, en triomphant de multiples incursions militaires et en arrachant des traités de paix à toutes sortes d'Etats, au point de vue économique nous commençons seulement maintenant à avoir la possibilité de recevoir la farine nécessaire aux ouvriers de l'industrie, et le pain nécessaire à cette même industrie, c'est-à-dire le combustible, en quantité suffisante pour entreprendre la construction de notre socialisme. Là est notre but principal, là est le nœud de la question, là est le difficile passage que nous avons déjà plusieurs fois essayé de réussir.

Je me rappelle qu'en avril 1918, je disais devant le Comité Central Exécutif que les problèmes militaires semblaient toucher déjà à leur fin, que nous n'avions pas seulement mis de notre côté la Russie arrachée aux exploiters dans l'intérêt des travailleurs, mais que nous devions désormais entreprendre de gouverner la Russie en vue de son organisation économique. Le répit que nous eûmes alors fut trop court. La guerre qui nous fut imposée après la mutinerie tchéco-slovaque de l'été de 1918, fut trop sérieuse. Mais nous avons répété cette tentative une autre fois, dans une plus large mesure, au printemps de cette année, lorsque la question des armées du travail fut placée sur le terrain pratique. Aujourd'hui, nous devons une fois pour toutes mettre la question à l'ordre du jour et faire tous nos efforts pour commencer réellement cette nouvelle période. Là est le problème principal et essentiel de toute révolution socialiste prise du point de vue international ; du point de vue de son triomphe sur le capitalisme en général.

Pour vaincre le capitalisme en général, il faut premièrement battre les exploiters et maintenir contre leurs attaques l'autorité des exploités : c'est l'ère du renversement des exploiters par les forces révolutionnaires ; il faut deuxièmement, tâche positive, construire de nouvelles relations économiques, et montrer par l'exemple comment cela doit se faire. Ces deux côtés du problème de la réalisation d'une révolution socialiste sont indissolublement liés, et ils distinguent notre Révolution de toutes les précédentes, qui se sont contentées du côté destructeur.

Si nous ne résolvons pas la seconde partie du problème, aucun succès, aucune victoire remportée sur les exploiters, aucune défense militaire contre les impérialistes mondiaux ne nous donneront rien et le retour au passé restera inévitable. A ce sujet, il ne saurait y avoir deux avis. Mais la transition d'une partie du problème à l'autre est excessivement dure et difficile, elle réclame des procédés différents, une répartition et une utilisation différentes des forces, une direction différente de l'attention, de la psychologie, etc. Au lieu des méthodes propres au renversement par la force des exploiters et à la défense contre les attaquants, nous devons employer des méthodes d'organisation et de construction, nous devons nous révéler, nous manifester devant l'univers entier, non seulement comme une puissance capable de résister à son étranglement par les armes, mais comme une force capable de donner l'exemple.

Partout, dans tous les ouvrages des plus grands

écrivains socialistes, on a pu trouver quelque allusion à ce double problème de la révolution socialiste, qui se rapporte à la fois au monde extérieur, aux Etats demeurés entre les mains des capitalistes, et aux masses non prolétariennes de l'intérieur de chaque pays. Nous avons convaincu notre classe paysanne que le prolétariat lui fournit des conditions d'existence préférables à celles que lui donnait la bourgeoisie, nous l'avons convaincue par la pratique. Lorsque le paysan, quoique grognant contre le régime bolchevik, l'a comparé en pratique avec les régimes de la Constituante, de Koltchak, ou autres semblables, il est arrivé à cette conclusion que les bolcheviks lui ont assuré une existence meilleure, et au point de vue militaire l'ont défendu contre les attaques des impérialistes de tout l'univers. Et pourtant, la bonne moitié de la classe paysanne vivait dans des conditions bourgeoises, elle ne pouvait pas vivre autrement. Aujourd'hui, le prolétariat doit résoudre son second problème : montrer au paysan qu'il peut lui donner le modèle et l'exemple pratique de conditions économiques supérieures à celles où chaque famille paysanne exploite son champ à sa façon.

Jusqu'à ce jour, le paysan ne croit qu'à cet ancien ordre de choses ; jusqu'à ce jour, il l'estime normal. Cela ne fait pas de doute. Se figurer que sous l'influence de notre propagande il changera sa façon de voir sur des questions aussi vitales, c'est pure sottise. Le paysan demeure en situation d'attente ; de la neutralité malveillante à notre égard, il est passé à une neutralité sympathique. Il nous préfère à tout autre gouvernement, en voyant que l'Etat prolétarien, que la dictature du prolétariat, loin d'être synonymes de grossier arbitraire, d'usurpation, comme il se le figurait, est un meilleur défenseur de la classe paysanne que Koltchak, Denikine et leurs pareils. Mais cela est trop peu, nous n'avons pas fait le principal : il faut montrer que le prolétariat restaurera la grande production et la prospérité économique du pays, et les restaurera de façon à faire profiter la classe paysanne d'un niveau économique supérieur. Nous devons, après avoir prouvé que notre organisation révolutionnaire est en état de repousser les attaques menaçant les exploités, prouver la même chose dans un autre domaine, en réalisant un exemple qui prouve, non plus par des paroles, mais par des faits, à l'énorme masse des paysans et des éléments petits-bourgeois, et aussi aux autres pays, que le régime, l'ordre de choses communistes, peut être créé par le prolétariat, doublement vainqueur.

Ce problème a une importance universelle. Pour que nous puissions remporter la seconde partie de la victoire, au point de vue international, il nous faut résoudre la seconde moitié du problème, à savoir la construction économique. De cela nous avons parlé à la dernière conférence du Parti, de sorte qu'il me semble inutile de traiter ici en détail des différents aspects de la question. Mais ce problème embrasse absolument tout dans le domaine économique. J'ai brièvement indiqué les conditions à réaliser pour garantir l'approvisionnement des ouvriers et l'approvisionnement en combustible de l'industrie. Ces conditions sont les fondations qui permettront d'élever le bâtiment. Je dois ajouter qu'au prochain Congrès des

Soviets, comme vous l'avez vu par l'ordre du jour publié dans les journaux, cette question de la construction économique sera le centre des débats. Tout l'ordre du jour est construit de telle sorte que toute l'attention et la sollicitude de tous les délégués rassemblés, de toute la masse des militants soviétistes et communistes de toute la République, soient concentrés sur la question économique, sur le rétablissement des transports et de l'industrie, sur ce qui est appelé prudemment « encouragement de la culture paysanne » mais a une importance infiniment plus haute, puisqu'il s'agit de tout un système, toute une série réfléchie de mesures tendant à élever l'exploitation paysanne, destinée à subsister encore assez longtemps, à la hauteur voulue.

Ce même Congrès des Soviets entendra le rapport concernant l'électrification de la Russie, afin que le plan économique unique de rétablissement de notre économie nationale, dont nous avons parlé, soit solidement assis du côté technique. Sans instaurer en Russie une technique perfectionnée, plus élevée qu'auparavant, il ne saurait être question ni de rétablissement de la vie économique, ni de Communisme. Le Communisme, c'est le pouvoir des Soviets plus l'électrification de tout le pays, car sans électrification il est impossible de perfectionner l'industrie. C'est là une tâche de longue haleine, qui exige au moins 10 ans, à condition d'y faire participer une masse de ces techniciens qui donneront au Congrès des Soviets une série de documents imprimés où tout ce plan est étudié en détail. En moins de 10 ans, nous ne pouvons pas réaliser les fondements de ce plan, ni créer les 30 grandes régions de stations électriques permettant de placer sur le pied moderne toute notre industrie. Il est clair que sans cette transformation de notre industrie pour la mettre à la hauteur de la grande production mécanique contemporaine, le régime socialiste restera un ensemble de décrets, une alliance politique de la classe ouvrière avec le paysan, une défense du paysan contre les Koltchak et les Denikine, un exemple pour toutes les puissances du monde, mais n'aura pas de base propre.

••

Le communisme suppose le pouvoir des Soviets à titre d'organe politique donnant aux masses opprimées la possibilité de tout prendre en mains. Dans tout l'univers nous en voyons la preuve, puisque l'idée du pouvoir des Soviets et son programme remportent partout une victoire indiscutable. Nous le voyons encore dans chaque épisode de la lutte contre la 2^e Internationale, soutenue uniquement par la police, le clergé, et les vieux fonctionnaires bourgeois du mouvement ouvrier. Mais cela, c'est le côté politique. La base économique sera assurée le jour seulement où seront réellement concentrés dans l'Etat prolétarien de Russie tous les fils de la grande machine industrielle construite conformément à la technique moderne. Cela suppose l'électrification, et dans cela il faut comprendre les conditions fondamentales nécessaires à l'application de l'électricité, et comprendre en conséquence l'industrie et l'agriculture.

La tâche est énorme, le délai qu'elle réclame est

infiniment plus long que le temps qu'il nous a fallu pour conquérir contre les incursions armées notre droit à l'existence. Mais, nous ne redoutons point ce délai. Nous considérons déjà comme une conquête le fait d'avoir amené des dizaines et des centaines d'ingénieurs et de représentants de la science, pénétrés d'idées bourgeoises, à collaborer à la réorganisation de notre vie économique, de notre industrie et de notre agriculture, d'avoir éveillé en eux un intérêt pour ces réalisations, et d'avoir reçu d'eux une multitude de matériaux, résumés en une série de brochures. Chaque région d'électrification est étudiée dans une brochure spéciale. Le plan d'électrification est déjà terminé pour la région du Nord, ceux qui s'y intéressent peuvent le recevoir. Pour le Congrès des Soviets seront publiées d'autres brochures consacrées à chaque région et donnant tout le plan de réorganisation. Il faut que de tous les côtés, dans chaque groupement communiste, dans chaque administration soviétiste, on travaille sur ce plan unique établi pour une longue suite d'années, afin que dans un avenir prochain nous puissions nous rendre compte concrètement des progrès que nous avons faits et que nous faisons, sans nous tromper nous-mêmes et sans nous dissimuler les difficultés dressées devant nous. Ce plan économique unique et sa réalisation s'imposent à tout prix à toute la République. Le Parti Communiste doit y adapter toute son agitation, toute sa propagande et toute son activité. La chose a maintes fois été dite théoriquement, personne ne la discute, mais à peine a-t-on réalisé la centième partie de ce qu'il fallait. Cela se comprend, nous sommes habitués à la période de guerre politique, nous nous sommes endurcis dans la lutte militaire : et pourtant ce qui a été fait aujourd'hui par le pouvoir des Soviets n'est qu'une préparation à la tâche nouvelle. Il nous faut transporter notre train sur une voie toute différente, et ce train doit traîner des dizaines de millions d'hommes. Le transfert d'une pareille bagatelle sur d'autres rails, alors que par endroits il n'y a même pas du tout de rails, réclame une attention soutenue, beaucoup de connaissances et encore plus de persévérance.

Du fait que le niveau de culture de notre paysan et de notre masse ouvrière ne correspondait pas à la tâche réclamée, et qu'en même temps nous étions pour les 99/100 absorbés par les problèmes militaires et politiques, il s'est produit une renaissance de l'esprit bureaucratique. La chose est reconnue de tous. Le but du pouvoir des Soviets est de détruire entièrement l'antique appareil de l'Etat, comme il fut détruit en novembre 1917 pour transmettre tout le pouvoir aux Soviets : mais nous avouons déjà dans notre programme cette reconnaissance de la bureaucratie, et nous reconnaissons que les fondements économiques nécessaires à la vraie société socialiste n'existent pas encore. Les conditions de culture, d'instruction, et en général de niveau intellectuel nécessaires à la masse ouvrière et paysanne n'existent pas. La faute en est à ce que les exigences militaires ont accaparé toute l'élite du prolétariat. Le prolétariat a consenti de gigantesques sacrifices pour défendre la Révolution, des dizaines de millions de paysans y ont été sacrifiés, et il a fallu appeler à collaborer

avec nous des éléments pénétrés d'esprit bourgeois, parce qu'il n'en restait plus d'autres. Voilà pourquoi nous avons dû déclarer dans notre programme, dans un document aussi important que le programme du Parti, que la bureaucratie renaît et qu'il faut la combattre systématiquement. Evidemment, cette bureaucratie dans nos administrations soviétistes n'a pas pu ne pas exercer son influence néfaste au sein même de nos organisations communistes, puisque la tête de notre Parti est en même temps celle de l'administration soviétiste. Si nous avons reconnu le mal, si cette vieille bureaucratie a pu se glisser dans notre organisme communiste, il est clair et naturel que les organes de notre Parti portent tous les symptômes du mal. Et puisqu'il en est ainsi, la question a été mise à l'ordre du jour du Congrès des Soviets : elle occupe une grande partie de l'attention de la présente conférence, et fort justement, car la maladie reconnue dans notre Parti par les résolutions de la Conférence Panrusse n'existe pas seulement à Moscou, mais s'étend à toute la République. Elle est due à la nécessité où nous étions de tout donner au labeur militaire et politique, d'entraîner à tout prix les masses paysannes, sans pouvoir exiger un plan plus large, lié au développement de la culture paysanne et à l'élévation du niveau général des masses paysannes.

Je me permettrai en concluant de dire quelques mots de la situation intérieure du Parti, de nos débats intimes et des manifestations d'opposition que connaissent admirablement tous les assistants et qui ont coûté à la Conférence provinciale de Moscou tant d'attention et d'efforts, peut-être même plus qu'il n'eût été désirable pour nous tous. Il est naturel que la difficile transition que nous accomplissons aujourd'hui dans l'épuisement de nos forces vives, que la République a été obligée d'enlever sans cesse au prolétariat et au Parti pendant trois années de lutte, nous a placés dans une situation pénible vis-à-vis d'un problème que nous ne sommes pas même en état d'évaluer exactement. Mais cette opposition n'a rien de mauvais. Nous devons reconnaître que nous ne connaissons pas exactement l'étendue de la maladie, nous ne pouvons pas déterminer l'importance et la situation relative des groupements adverses. Le grand mérite de notre conférence aura été de poser la question, de découvrir le mal existant, d'attirer sur lui l'attention du Parti et d'inviter tous ses membres à s'efforcer de le guérir. Il est trop clair que du point de vue du Comité Central et aussi, je pense, de l'énorme majorité des camarades, cette crise de notre Parti, cette opposition qui se manifeste non seulement à Moscou mais dans toute la Russie renferme beaucoup d'éléments sains, indispensables et inévitables aux époques de croissance naturelle du Parti, à une époque comme la nôtre, où, après avoir eu toute notre attention réclamée par les problèmes politiques et militaires, nous abordons une ère de construction et d'organisation où nous devons embrasser des dizaines d'administrations bureaucratiques et où le niveau de culture de la majorité du prolétariat et des paysans ne correspond plus à la tâche. L'Inspection Ouvrière et Paysanne, on le sait, existe plutôt comme un idéal, il a été impossible de la mettre en marche parce que l'élite des ouvriers était prise par le front et que le niveau de culture des masses

paysannes ne leur permettait pas de fournir des militants capables.

Il est clair encore que l'opposition qui se donne comme but de hâter l'évolution, d'appeler le plus grand nombre possible de forces fraîches et jeunes, d'ouvriers des provinces, aux postes les plus élevés, est mue par des désirs, des tendances et un programme extrêmement sains. Ni dans le Comité Central, ni dans les milieux les plus autorisés, autant que j'en ai pu juger, vous ne trouverez deux opinions à ce sujet. Mais il ne fait pas de doute non plus qu'à côté de cette opposition saine, qui se groupe autour de la réalisation des décisions de la Conférence Panrusse, il existe aussi d'autres éléments. Dans toutes les réunions, entre autres les réunions préliminaires, comptant un plus grand nombre de membres que la présente Conférence, à ce sujet non plus vous n'avez pu entendre deux avis. Notre programme commun doit être réalisé, cela ne fait pas de doute, et c'est là la tâche difficile qui nous incombe. Il ne s'agit pas de triompher d'un adversaire ni de le repousser. Nous nous heurtons là à cet élément petit-bourgeois qui est légion et qui nous entoure : nous sommes moins nombreux, nous sommes infiniment peu, en comparaison de cette masse de petite-bourgeoisie. Nous devons éduquer cette masse, la préparer, et par malheur nous avons été obligés de jeter nos forces d'organisation et de préparation sur un autre travail, très peu intéressant, pénible et plein de risques, réclamant d'énormes sacrifices : la guerre. Telle est la nature des choses guerrières, impossible d'y échapper. Et maintenant, à la lueur de cette situation, nous devons nous demander seulement si nous sommes en présence d'un assainissement total du Parti, d'une pleine victoire sur la bureaucratie nous permettant de commencer l'édification économique sur un terrain plus juste et de réaliser l'Inspection Ouvrière et Paysanne non plus seulement en décrets, mais en y attirant réellement les masses ouvrières. C'est là chose difficile, et notre tâche principale, dès que nous parlons du rôle du Parti Communiste, est de rendre inutile, aussi rapidement que possible, cette opposition. S'il est question de points de vues différents, de façons différentes de comprendre les événements de divergences de vues sur le programme, même pour l'avenir, le Comité Central doit étudier la question avec la plus grande attention dans toutes les séances de son bureau politique et dans ses séances plénières, où diverses nuances sont représentées. Ce sera le travail harmonieux de tout notre Parti qui assurera le succès.

Cette harmonie, nous la considérons comme essentielle. Nous avons maintenant devant nous une tâche économique plus difficile que la tâche militaire que nous avons accomplie avec l'enthousiasme des paysans, dû à ce que sans aucun doute les paysans préféraient le gouvernement ouvrier à celui de Koltchak. Aujourd'hui, il en va tout autrement, car il faut faire passer les masses paysannes à une activité positive qui leur est étrangère, qu'elles ne comprennent pas et à laquelle elles ne peuvent pas croire. Cette tâche réclame plus de système, plus d'acharnement, plus de capacités d'organisation. Or, il me semble que les capacités d'organisation ne sont pas le fort du Russe. C'est là notre côté faible. Et aussi, dès qu'un obstacle gêne notre travail, il nous

faut bien vite le faire disparaître. L'opposition qui se rend compte de la difficulté du problème qui s'impose à nous porte en elle quelque chose de sain. Mais quand elle devient une opposition pour l'opposition, il faut absolument y mettre un frein. Nous avons perdu trop de temps à des disputes, à des échanges de gros mots et à de stériles dissensions : il faut dire : « Assez ! » et tout faire pour assainir à quelque condition que ce soit l'atmosphère. Faisons des concessions, plutôt trop grandes que trop petites, à ceux qui sont mécontents, à ceux qui se nomment l'opposition, mais obtenons à tout prix l'accord dans le travail, car autrement il nous est impossible d'exister, entourés que nous sommes d'ennemis intérieurs et extérieurs.

Le vieil élément petit-bourgeois, les petits patrons, sont infiniment plus nombreux que nous. Ils sont plus forts que toute la production économique socialiste groupée pour les besoins des ouvriers. Tous ceux qui ont eu affaire avec la campagne et qui ont vu la spéculation dans les villes comprennent trop bien que cette société, fondée sur la petite production capitaliste, est plus forte que nous, et voilà pourquoi il nous faut absolument travailler tous d'accord, il nous faut à tout prix en arriver là. Toutes les fois qu'il m'a été donné d'observer ces disputes et cette lutte intérieure dans nos organisations moscovites, j'ai pu voir bien des débats, bien des accusations mutuelles, bien des tiraillements, et j'ai conclu qu'il était temps d'en finir et de nous unir tous sur le programme de la Conférence. Il faut dire que cela nous a déjà coûté trop cher. Il est triste de voir par exemple dans les assemblées du Parti les heures s'écouler en vaines discussions pour savoir si tel ou tel est arrivé en retard à la réunion, s'il s'est conduit de telle façon ou de telle autre. Est-ce pour cela que nous nous rassemblons ? Pour cela, il existe une commission spéciale qui examine la conduite des candidats présentés sur les listes. Mais les assemblées ont un autre programme. Prenez par exemple un camarade expérimenté du Parti comme Boubnov. J'ai entendu un discours de lui sur le programme de la Conférence Panrusse. Ce programme se réduit à proposer une plus grande liberté de critique. Mais la Conférence avait lieu en septembre, et nous sommes en novembre. La liberté de critique est une belle chose, mais une fois qu'elle est admise de nous tous, il faudrait s'occuper de savoir en quoi doit consister cette critique. La liberté de critique a longtemps été l'épouvantail agité contre nous par les mencheviks, les socialistes-révolutionnaires et autres gens, mais nous ne l'avons pas craint. Si liberté de critique signifie liberté de défendre le capitalisme, alors nous écraserons cette liberté. Mais nous n'en sommes plus là. La liberté de critique est proclamée, il faut penser maintenant au contenu de la critique.

Et là il faut reconnaître quelque chose de triste, ce contenu n'existe pas. Vous arrivez dans une réunion, et vous vous demandez quel est donc le fond de la critique ? Exemple : les organes du Parti n'y pourront rien si vous prétendez triompher de l'analphabétisme avec les vieux procédés bureaucratiques. Et comment changer ces procédés sinon en faisant agir les ouvriers et les paysans ? Malheureusement, dans nos réunions, le contenu de la critique ne touche que des détails, et de l'Inspection Ouvrière et

Paysanne je n'ai pas entendu un traître mot. Je n'ai pas entendu dire qu'un seul quartier appelle à cette tâche les ouvriers ou les paysans. La vraie application de la critique, son vrai contenu, ce doit être le travail d'édification qui s'impose actuellement. A Moscou, il n'est pas de maison, il n'est pas de fabrique ou d'usine qui ne doive apporter son expérience. Si nous voulons lutter contre la bureaucratie, nous devons appeler à nous les masses. Nous devons connaître l'expérience accumulée par telle ou telle usine, savoir ce qui a été fait par elle pour chasser tel ou tel bureaucrate, profiter de l'expérience de chaque pâté de maisons, de chaque société de consommation. Il nous faut mettre en mouvement avec le maximum de vitesse tout le mécanisme économique. Or, de cela, vous n'entendez pas un mot, tandis que des criailleries et des disputes vous en aurez tout votre sac. Il est trop clair qu'une aussi gigantesque Révolution ne peut manquer de soulever de la poussière, et de produire une écume qui n'est pas toujours propre. Il est temps de parler, non plus de la liberté de critique, mais du contenu de cette critique. Il est

temps d'affirmer que sur la base de notre expérience nous devons faire une série de concessions, mais que nous ne permettrons plus à l'avenir aucune déviation aboutissant à de vaines disputes. Il nous faut faire une croix sur notre passé et nous mettre délibérément à l'œuvre économique. Il nous faut transformer toute l'activité du Parti afin qu'il devienne le guide économique de la République et que ses succès pratiques deviennent sa meilleure propagande. Aujourd'hui, les mots ne suffisant plus à convaincre l'ouvrier ou le paysan, il leur faut l'exemple. Il faut les convaincre qu'ils pourront améliorer leur exploitation en se passant de capitalistes, que les spécialistes sont là pour leur service, que les conflits peuvent être résolus sans un bâton de policier, sans la pression du capitaliste, mais qu'il faut partout la direction du Parti Communiste. Voilà le point de vue que nous devons adopter, et alors nous obtiendrons dans notre construction économique un succès qui donnera à notre victoire dans le domaine international son achèvement définitif.

Novembre 1920.

N. LENINE.

Le Sabotage des Mutilés

Nous avons publié, sous le titre Les quatre cent milliards, dans notre avant-dernier numéro, la première partie d'un essai de Raymond Lefebvre publié en 1919 en brochure : L'ancien soldat en 1920. Nous en donnons ici la seconde partie, complétant la publication.

Il y a des camarades qui croiront que j'exagère, que je pousse au noir, que je fais du pessimisme inutile. Au fond de leur cœur, une vieille certitude que tout s'arrange va se réveiller à la lecture désagréable qu'ils sont en train de faire.

« Bah, plaie d'argent n'est pas mortelle... »

Quatre cents milliards, bien sûr c'est une somme, mais tout est relatif. Quatre cents milliards en 1919, c'est à peine 100 milliards en 1914. Qui vous dit qu'en 1922, sans avoir amorti un centime, notre dette, par le seul effet de l'avalissement monétaire, n'aura pas fondu comme beurre en poêle, et qu'alors nos quatre cents milliards nous pèseront aux épaules, ce que soixante ou cent milliards feraient aujourd'hui, et ce que quinze ou vingt milliards auraient fait en 1914 ? Tout s'arrange, tout se tasse, pourvu qu'on ait le temps de se retourner.

Il y a beaucoup de juste dans ce raisonnement. Les bolcheviks, d'ailleurs, l'ont si bien compris en Russie qu'ils travaillent à précipiter l'effondrement de leur rouble, au lieu de s'appliquer à le retarder, comme on fait chez nous pour le franc. Et les travailleurs russes ne souffrent pas des fluctuations du change, comme les travailleurs français. Ils se servent de bons de travail pour l'achat des choses de première nécessité.

Il est donc vrai que plaie d'argent n'est pas mortelle.

Mais la mort des jeunes hommes, le saccage des belles terres, voilà les vraies pertes. Et ce n'est pas tout, il y a aussi le gaspillage des travailleurs revenus malades du front, le gaspillage des richesses minières, végétales, hydrauliques, il y a l'exploitation de la blessure de guerre par le microbe.

Pour bien comprendre ce qui se passe, n'oubliez jamais que les maîtres actuels du pays n'exploitent pas le pays dans l'intérêt du pays. Si leur intérêt personnel et celui du pays coïncident (par l'effet du hasard), tant mieux. Exemple le profiteur qui, pour ne pas payer ses bénéfices de guerre, améliore son outillage, construit, crée.

Mais que dites-vous de la destruction des stocks américains par des industriels qui craignent une baisse, ou bien de la provocation des ouvriers à la grève pour obtenir une hausse ?

Le Nord et l'Est de la France méritent toujours leur nom de *régions envahies*. Elles ne sont plus envahies par l'armée allemande, elles le sont par les profiteurs français. Leurs habitants n'observent aucun changement sensible.

Il y a pire encore : il y a le sabotage des mutilés.

Les anciens soldats ont un moral grincheux, leur puissance de travail est médiocre, leur rendement désavantageux, leur pension coûte cher au Trésor. Au contraire, le travail nègre, algérien, asiatique offre des qualités d'inconscience, de sobriété, de docilité qui se combinent bien avec les exigences du machinisme. L'employeur n'a pas à faire de gros sacrifices pour se conserver de la main-d'œuvre française, pas plus qu'un propriétaire à héberger des familles nombreuses. Il a intérêt à liquider ce STOCK AVARIE.

Un étrange pays à prolétariat multicolore, la caste exploitante, seule, restant française, voilà bien l'arrière-pensée de la politique nationaliste. L'armée

d'Afrique avec ses cadres de gradés blancs est le modèle social des patriotes d'aujourd'hui.

Cela seul explique que personne n'ait rien tenté de grand pour sauver les centaines de milliers de tuberculeux qui, rendus par l'armée au pays, sont en train de mourir et de tuer, — *c'est là qu'est le péril national*, — et de tuer les êtres faibles qui les entourent.

Si une épidémie de tuberculose éclatait parmi les bestiaux, on s'en serait inquiété, et les profiteurs auraient fait le nécessaire pour l'enrayer. Sans la réserve de main-d'œuvre de couleur, les profiteurs se seraient affolés à l'idée de manquer demain de matériel exploitable. Mais comme je le disais au commencement de ces notes, un nègre docile vaut mieux, devant une machine, qu'un vieux professionnel tétu.

Rien. On n'a rien tenté pour sauver des centaines, des milliers de familles d'anciens soldats français menacés de mort.

J'ai demandé au Ministère de l'Intérieur des documents témoignant de son activité sur ce chapitre.

Il m'a envoyé une plaquette du P. Léon Bernard qui, à travers des phrases arrondies, avoue le désespoir d'une œuvre où des milliards seraient allés, si le capitalisme avait eu intérêt à sauver la vie aux anciens soldats.

MAIS SAUVE-T-ON LA VIE A QUI ON DOIT VERSE UNE RENTE VIAGERE ?

Personne n'ignore le péril d'avalanche d'un mal qui s'accumule comme une dette négligée, et une dette qui ne pourra s'amortir qu'avec le peuple de France lui-même.

Peu importe. La bourgeoisie estime (avec raison, à son point de vue spécial), que l'écrasement du communisme russe lui rapportera bien davantage qu'une entreprise purement humanitaire. Et elle envoie ses milliards à Denikine, à Koltchak, à Ioudenitch. Elle les refuse aux anciens soldats.

On aurait dû créer dans les montagnes, dans les vallées de demi-altitude, dans les plaines abritées et sèches, d'énormes camps (des villes) de baraques américaines où, sous une direction médicale, et avec ou sans les familles des malades (selon qu'il y a contagion ou non), un peuple blessé aurait poursuivi, entrepris, achevé sa guérison, reprenant progressivement la vie normale. Qu'on ne nous dise pas que l'opinion n'aurait pas consenti à cet empiètement de l'hygiène sur la liberté individuelle. Si on avait voulu faire l'opinion, on l'aurait faite. On a bien fait l'opinion jusqu'auboutiste.

On a préféré empoisonner les faubourgs des villes et les ruelles des villages d'un virus qui fait des affaires magnifiques. Le bacille de Koch est devenu un des plus gros bonnets du Conseil d'administration des profiteurs. Avec l'alcoolisme, cet autre facteur de l'ordre social, il est devenu une des puissances les plus efficaces, un des auxiliaires les plus dévoués de notre Ministre des Finances. Grâce à l'un et à l'autre, le budget des pensions sera liquidé vingt ans plus tôt.

*
**

On importe et on importera de plus en plus (sauf révolution), de la main-d'œuvre de couleur. On peuplera la France (l'Europe aussi, quoique dans de moindres proportions), d'Asiatiques et d'Africains.

Et en même temps, on humilie, on flagelle, on suce jusqu'aux moelles, les Etats asiatiques et africains.

Nous appelons chez nous des hommes que nous

provoquons nous-mêmes à nous haïr. C'est exactement cette politique-là qui a perdu le monde romain.

Nous arrachons à la Chine le Chantoung, son Ile-de-France, sa province sacrée, sa richesse, sa clef.

Nous arrachons à l'Egypte son indépendance, et par la force militaire nous l'exploitons jusqu'au sang.

Nous induisons les Hindous à l'obéissance, et notre moyen de persuasion c'est l'organisation de la famine.

Au Maroc, en Tunisie, en Corée, dans le Sud-Afrique, en Indo-Chine, il faut déjà la terreur pour en imposer aux indigènes.

En même temps, nous leur apprenons l'existence du libre droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, comme si nous voulions les exaspérer par l'insolence cynique de notre hypocrisie.

Nous fomentons (nous, c'est le capitalisme, vous m'avez compris, je dis *nous* parce que c'est nous tous qui assumons les responsabilités orageuses de ces crimes-là), nous fomentons la coalition anti-européenne, qui écrasera bientôt le capitalisme et l'Europe tout ensemble, si l'Europe n'a pas la prudence d'écraser elle-même le capitalisme.

A l'intérieur de l'Europe, politique de suspicion entre alliés, de rancunes avec les ennemis de la veille, de provocations vis-à-vis des neutres.

La guerre n'est pas finie depuis un an que déjà on appelle une nouvelle classe sous les drapeaux. Les grands journaux français se mettent à réclamer une nouvelle flotte de guerre qui va nous engager — je dis nous, parce que c'est nous qui payons — dans des dépenses de milliards et de milliards.

D'ici peu vous lirez aussi, dans ces mêmes journaux, qu'il faudra dépenser d'autres milliards pour fortifier notre nouvelle frontière.

Le traité de Versailles, parmi cent clauses à éclater par simple répercussion, contenait une clause bonne, le désarmement de l'Allemagne.

Voilà justement la seule clause qui ne soit pas exécutée : le capitalisme n'y a pas d'intérêt. Noske, le dictateur fusilleur et pendeur de socialistes, a dit aux Alliés : Si vous m'obligez à renvoyer mes soldats, l'Allemagne deviendra bolchevique immédiatement.

Devant un conflit entre la sûreté de la patrie et la sûreté du capitalisme international, la bourgeoisie française, fidèle à ses principes et logique avec elle-même, a sacrifié la France à la bourgeoisie allemande. L'ARMEE ALLEMANDE DEVRAIT AUJOURD'HUI NE PLUS COMPTER QUE 100.000 HOMMES. ELLE EN COMPTE, DE L'AVEU DE NOSKE, 1.200.000. Et avec notre permission, avec les encouragements de la grande presse.

Ne vous indignez pas, et réfléchissez calmement ; les patriotes de France et d'Allemagne n'ont jamais été ennemis, mais adversaires. Chose tout à fait différente. Un adversaire, c'est quelqu'un contre lequel on lutte, mais en observant les règles du jeu. De deux équipes de football, vous dites qu'elles sont adversaires et non ennemies. Chacun serait bien content de gagner la partie sur l'autre, mais aucun ne veut violer les règles du jeu. Supposez l'intervention du paysan qui cultive le champ et qui jette les joueurs dehors. Le voilà, l'ennemi. Chacune de nos bourgeoisies aurait été bien contente de gagner la partie. Mais le désarmement de l'équipe vaincue rendrait impossible une autre partie, et l'équipe victorieuse serait punie autant que l'autre, par cette privation d'un jeu traditionnel.

L'ennemi, c'est le pacifiste, c'est le travailleur qui arrive à l'improviste, confisque le ballon et dit :

« Au travail, maintenant ».

C'est bien simple. Un Gouvernement qui n'a de passion que la vie du peuple n'est pas possible aujourd'hui.

Un homme d'Etat bourgeois qui deviendrait patriote se suiciderait.

Supposons qu'un geste de lui doive sauver la vie à 100.000 âmes, mais gêne les intérêts d'un directeur de grand journal. Il passe outre à la colère du potentat, il fait le geste. Le lendemain, à propos d'autre chose, il récidive. Et encore un coup, et encore... Bientôt, la grande presse commencera à miner. Serait-il l'homme le plus populaire de France, et aurait-il une défense énorme, un mois, deux mois après, un scandale postiche lui sautera à la tête et son honneur sera scalpé.

Dites-vous qu'à l'heure actuelle, gouverner, c'est l'art de cacher les crimes des grands. Vouloir les prévenir, c'est tenter l'absurde. Et punir tous les crimes bourgeois, ce serait faire fusiller un à un tous les membres de la bourgeoisie. Chaque réunion du Conseil des Ministres trame une trahison au pays.

On parle de leur incompétence, de leur impéritie, pour les excuser. Non. Ils font trop bien leurs propres affaires pour que nous les prenions pour des imbéciles. LEUR INTERET N'EST PAS LE NOTRE, ET ILS NOUS GOUVERNENT. Voilà le secret du déséquilibre, et le ressort de la trahison.

Maintenant, supposez effondrée la puissance du capitalisme, tout s'éclaire.

Je ne dis pas : Tout devient simple. Je dis simplement : Il va être permis de travailler sans saboter.

Et voilà pourquoi l'écrasement de la bourgeoisie est moins souhaitable encore d'un point de vue de justice, ou de bénéfices fiscaux, que d'un point de vue d'action.

Sans doute sera-t-il réconfortant de savoir le profiteur dépossédé, et que chaque matin on coudoie, on bouscule un pauvre diable de commis qui s'en va, comme les copains, travailler... à l'usine qui, hier encore, ne chauffait et ne haletait que pour lui. Sans doute verrons-nous sans mélancolie rentrer dans nos caisses, nous les anciens soldats, quelques centaines de milliards dont nous avons bien besoin.

Et pourtant, ces satisfactions ne seront rien encore à côté du bien que fera à la France l'assainissement de sa vie publique, de sa pensée, de son opinion.

Tout ne serait pas ineffable, vous vous en doutez, dans la république des travailleurs. Nous en avons, en toute hypothèse, pour de longues années de crise aiguë. Reste simplement à savoir si nous remonterons la côte, ou si nous achèverons de la dégringoler.

L'avènement de la république des travailleurs ferait que les menaces cesseraient peu à peu de s'accumuler sans éclater, que les scandales cesseraient leur floraison blême, et l'horrible mépris universel, le dégoût sans bornes, la nausée qui prend à la gorge dès qu'on franchit le seuil des lieux où se font les lois, se changeraient en allégresse sombre et résolue de ces périodes révolutionnaires qui construisent d'un coup trois grands siècles solides en trois ans.

Précisons.

IL Y A UNE CRISE DE MAIN-D'ŒUVRE et nous devons importer du muscle, j'y reviens encore, parce que le problème est essentiel.

La république bourgeoise, qui s'inspire d'un point

de vue d'employeur, choisira du bon marché, du docile ; même si c'est aussi du frelaté.

La république ouvrière, qui s'inspire du point de vue du travailleur lui-même, préférera attirer chez elle des camarades sérieux qui seront traités comme de la famille, à condition qu'ils s'installent sans esprit de retour. Dans les veines de la France anémiée et vieillie, ils inoculeront un sang jeune. Les Slaves et les Germains font d'excellents émigrants dont les enfants ont déjà oublié la langue maternelle de leurs parents.

La république bourgeoise organisera en Afrique et en Asie des marchés d'esclaves ; la république du travail organiserait des services d'émigration qui trieraient sur le volet, car l'une offrira une chiourme, et l'autre offrirait une situation très enviable, avec droit de cité immédiat.

IL Y A UNE CRISE DE MATIÈRE PREMIÈRE.

Le régime capitaliste en souffrira de plus en plus, avec ses méthodes d'accaparement, de concurrence superflue, d'encombrement et de pénurie, avec son incapacité de répartir méthodiquement.

La république ouvrière et paysanne, qui a une tendance naturelle à centraliser, à unifier, à répartir, à spécialiser, fermera tout de suite les usines inutiles et activera la production des autres.

La Hongrie des Soviets avait moins de charbon que la Hongrie de Karolyi et de Tisza. Elle obtint cependant un meilleur rendement de ses usines, parce qu'elle substitua au régime anarchiste de la production capitaliste, un régime rationnel.

En France, pays victorieux ravitaillé par l'Amérique, par l'Allemagne, par l'Afrique, nous souffrons d'une cherté de vie qui se rapproche chaque jour de la famine. Dites-moi dans quel état nous serions à la place des Russes, étranglés dans leur blocus, sans chemins de fer, sans ingénieurs, sans outillage ? Nous aurions tout lâché depuis longtemps.

IL Y A UNE CRISE DE FATIGUE HUMAINE.

Au moment où elle devrait se mettre à travailler double, l'humanité se fait porter malade. La bourgeoisie se borne à jouer le rôle du classique médecin major qui traite un mourant de « tireur au flanc ». La bourgeoisie ne convient pas que seule, sa guerre, nous a rouillé l'énergie.

La république du travail, par cela même qu'elle aura le point de vue du travailleur, saura tenir compte de cette fatigue dans son devis de la production mondiale. Elle résoudra le problème par le machinisme. Elle saura substituer à l'esclavage de l'homme, l'esclavage de la bielle.

En régime capitaliste, l'économie d'énergie réalisée par le perfectionnement de la machine s'engouffre tout entière dans les coffres-forts des patrons. Un ouvrier, grâce à une machine travaillant 60 fois plus vite qu'une autre, produit 60 fois plus, mais ne travaille pas 60 fois moins. Son maître achète à sa femme (ou à ses femmes), des colliers de perles qui décuplent de prix d'année en année ; c'est donc le bijoutier qui bénéficie du perfectionnement. Lisez les romanciers du XIX^e siècle. Leurs descriptions du grand luxe feraient hausser les épaules à un profiteur d'aujourd'hui. Nos grands-pères ignoraient le milliardaire. Un duc du Second Empire ? Un gueux à côté d'un fabricant de caoutchouc en 1919.

Il est facile de comprendre que l'élimination de ces parasites somptueux permettrait à deux millions d'anciens soldats de dormir une heure de plus par nuit,

de prendre un mois de vacances par an, et de survivre à la guerre dix ans de plus.

D'ailleurs, il est très possible que la république du travail obtiendrait d'un travailleur plus que le régime capitaliste ne fera jamais, en lui permettant d'être cultivateur et urbain à la fois. A changer de fatigue on se repose. Un mécanicien du métro, après avoir passé cinq heures dans son trou malsain, se transformerait avec plaisir en maraîcher.

Enfin la république du travail créerait sans doute, selon le vœu de Pierre Hamp, des Facultés de Travail (comme la bourgeoisie a ses Facultés de Droit), où des savants s'appliqueraient à doter d'une méthode scientifique ce qui est aujourd'hui confié au génie sommaire de gardes-chiourmes appelés contremaîtres.

IL Y A UNE CRISE DE FORME MOTRICE. La bourgeoisie dépêche n'importe comment notre domaine national. Elle gâche comme sauvage en forêt vierge. Elle avale avec glotonnerie, et ses digestions lourdes font tantôt des embarras gastriques (comme avant la guerre), tantôt, comme aujourd'hui, des crises de dysenterie.

En ce moment, des politiciens locaux et des trusts occultes se disputent les Alpes, les Pyrénées, les Cévennes, les Vosges. L'informe résultat de ces marchandages réduira à rien l'immense espoir que nous donne la houille blanche. Vous verrez la houille blanche, ce sera comme les élections, comme l'indemnité de l'Allemagne, comme la Société des Nations, comme la Victoire, un fiasco complet. Ça ne donnera rien, sinon peut-être des rivières de bijoux à quelques dames de luxe, des salaires de famine à quelques troupeaux de Chinois, et des motifs d'indignation à l'éloquence des sages démocrates.

La république ouvrière et paysanne, délivrée des compétitions des maîtres de forge, des spéculateurs de terrains, des journalistes d'affaires, étudierait avec un calme d'ingénieur le devis le plus avantageux, et l'appliquerait en toute sincérité, comme s'il s'agissait de réparer une route, de construire un pont, de restaurer une église. La fièvre du gain ne troublerait pas la clarté de sa raison. Aujourd'hui, l'honnêteté, c'est de l'héroïsme. En régime communiste, l'honnêteté c'est du bon sens.

La république bourgeoise, complaisante aux iniquités des Compagnies minières, ne veut pas ouvrir l'exploitation des gisements houillers récemment découverts. La République du Travail ferait cesser immédiatement ce sabotage.

IL Y A UNE CRISE DE TRANSPORTS. La crise du fret est due en grande partie au sabotage des armateurs ; on pourrait croire assez simple de supprimer le sabotage. Aucun ministre bourgeois n'y a pu arriver. Un socialiste, Bouisson, appelé par Clemenceau, a essayé de l'énergie. Une campagne de presse s'est abattue sur lui. Dès qu'il fut tombé, le sabotage qui n'avait fait que diminuer un peu, a rebondi avec une force magnifique. La France n'a pas de marine marchande parce qu'une tortueuse combinaison permet à des armateurs sans bateaux de faire des affaires plus fabuleuses que s'ils en avaient.

Le procès des Compagnies de chemins de fer a été instruit trop fameusement pour qu'il soit utile d'y insister. Tous les hommes compétents réclament la nationalisation. En régime bourgeois, la nationalisation ne se fera pas, ou se fera dans des conditions aussi onéreuses pour le pays que fructueuses pour les compagnies, comme le rachat de l'Ouest.

IL Y A UNE CRISE DE L'IDEE NATIONALE.

Au lieu de désarmer, les derniers Européens épuisent leurs dernières fibres musculaires à fourbir des flingots et à les brandir. La Bourgeoisie emploie tous ses soins à envenimer tous les débats nationaux et, par compensation du mal qu'elle fait au pays qu'elle exploite, elle tient à cœur de haïr bruyamment les pays voisins.

Cette diplomatie de haine nationale va obliger la France à un long service militaire. La littérature chauvine, les boucans du 14 juillet, les discours de Poincaré vont coûter au pays la perte de milliards d'heures de travail par an.

La République ouvrière et paysanne, avec une diplomatie internationaliste, préparerait le désarmement intégral et simultané des peuples.

La diplomatie de la bourgeoisie française prépare elle-même une redoutable alliance de l'Allemagne, de la Russie, de la Chine, contre nous.

Seule, la suppression de la diplomatie et donc des alliances ferait la paix du monde.

Jamais le Capitalisme n'y consentira.

Ce que serait une Révolution des Travailleurs ?

Ceci :

La cohue électorale écoutant bouche bée la rhétorique nationaliste d'un jeune bourgeois se scinderait en comité de paysans, ouvriers, intellectuels, et la dictature du labeur technique succéderait à celle de la finance acoquinée avec le bavardage.

Au système du gouvernement d'opinion truquée succéderait un gouvernement autoritaire : celui des militants du prolétariat.

Des militants et non pas du suffrage universel.

La Bourgeoisie est bête, mais la masse ouvrière et paysanne reste encore inconsciente. Parler Démocratie en 1919, c'est de la démagogie capitaliste. Ceux qui font de l'action, qui ont l'occasion de peser le contenu de la cervelle du peuple le savent. La grosse erreur des bolcheviks, — et ils l'ont reconnu crûment — fut leur trop grande confiance initiale dans les masses. Laissés libres, les ouvriers n'ont rien fichu, les paysans ont pratiqué l'avarice stupide. Une discipline de fer a, seule, pu contraindre les uns à produire, les autres à échanger.

Une dictature fanatique de la bonté et de la justice humaines sera nécessaire pendant longtemps. L'œuvre de nos enfants sera de dénoncer notre caporalisme et de préconiser de nouveau le délicieux gâchis de la liberté si cher à notre cœur, mais que quatre ans de guerre nous interdisent pour un demi-siècle.

Ce mot de liberté, tout de même il faudrait le préciser et ne pas laisser confondre liberté du commerce, du vol, de l'accaparement, du sabotage, intolérable aujourd'hui, avec cette liberté de penser et d'aimer qui nous est interdite depuis le 2 août 1914.

Une République ouvrière pourrait-elle se la permettre, cette liberté-là ?

Question à laquelle il est impossible de répondre... Cela dépend des circonstances. En tous cas, nous pouvons nous consoler en pensant que nous ne perdrons rien.

Nous gagnions, cela c'est certain. En Société capitaliste, l'artiste, l'intellectuel, le savant sont piétinés. Les ouvriers sont victimes de l'exploitation patronale, mais le dernier échelon du prolétariat est celui où de grands écrivains, de grands peintres, de grands chimistes, de grands musiciens ont juste le temps d'assurer à leur patrie la gloire immortelle, avant que la

misère les envoie au Panthéon. Car les intellectuels ont ceci de commun avec les anciens soldats que les profiteurs ne les paient qu'en gloire. Plus j'y pense, plus je me persuade que la liberté de la pensée préférerait qu'un journaliste d'affaires fût moins libre d'exercer ses chantages et que Verlaine pût manger tous les jours. Car c'est à choisir... C'est l'un ou c'est l'autre... La liberté du loup et celle de l'agneau sont incompatibles. Aux phraseurs démagogiques de protester. Je leur demande simplement combien leur donne le loup.

«Un siècle se couche, un siècle se lève, une vie nouvelle fleurit sur des ruines », a dit Schiller à propos de l'Allemagne au lendemain de la Guerre de Trente Ans.

Si l'Europe, si la France doivent refleurir après l'orage (cela n'est pas sûr en vérité) ce surgissement, cette convalescence seront patients. On tue vite, on crée longuement. Un crime de quatre ans, combien cela suppose-t-il de générations de relèvement ?

Certes, jamais plus nous ne connaissons la plénitude de plaisir du siècle dernier. Mais peut-être connaissons-nous, si vous savez le vouloir, vous, les anciens soldats — la lente joie lumineuse des primitifs, des ancêtres, de ceux qui tracent d'un sillon rude, le plan de la cité future.

Camarades anciens soldats qui vous arrêtez un moment devant le programme de notre A. R. A. C. avec sympathie, ne venez à nous que si *vous voulez y faire de l'action*. Nous sommes pauvres, mais nous n'avons pas besoin des cotisations d'un camarade qui reste étranger à notre effort... Nous sommes ici des Français qui ne croient pas que la victoire militaire ait écarté les dangers de mort assemblée autour de notre patrie, autour de l'Europe aussi et autour du monde civilisé, que nous confondons en un seul amour...

Vous le dirais-je, camarades ? Depuis le 2 août 1914, vous n'avez donné guère de preuves d'esprit critique ni d'enthousiasme raisonné. Vous avez su mourir, mais avec plus de fougue que de certitude. Vous avez cru être des martyrs, non des maîtres.

Vous vous êtes laissés gouverner.

Après vous avoir dit : Battez-vous pour qu'il n'y ait plus de guerre, on vous a fabriqué un traité qui est une soule à poudre.

Après vous avoir dit : les riches et les « Boches » seuls paieront la guerre, on se prépare à vous combler d'impôts.

Après vous avoir dit : tout pour la France, on pratique sous votre nez une politique d'entente avec les castes militaires des Empires Centraux, et un malthousianisme économique qui mine l'industrie nationale.

Allez-vous laisser faire ? Ecouter les phraseurs, quémandeurs de mandats législatifs et qui, une fois élus feront de leur programme électoral ce que presque tous les élus ont fait de tous temps, de tous les programmes électoraux : un chiffon de papier ?

Allez-vous continuer par paresse à alimenter vous-mêmes, chaque matin et chaque soir, la presse des profiteurs ? Allez-vous laisser crever les seuls journaux qui défendent votre peau, votre gagne-pain, vos enfants, et qui vous renseignent sur vos propres affaires ?

Allez-vous continuer votre vie d'esclaves sans leur intellectuelle, avec ces surgissements spasmodiques de rage aveugle vite étouffés dans le sang, sur un trottoir de faubourg ?

Quand, mes vieux camarades, quand allez-vous enfin vous décider à agir, à préparer avec méthode et hâte l'avènement de votre classe au pouvoir, seul moyen de sauver la patrie, les enfants, notre bien et la paix ?

Quand allez-vous constituer des groupements nerveux, costauds et qui ne se borneront pas à acclamer la République internationale dans des ordres du jour de meetings, mais d'abord à sauver les Républiques communistes du blocus, par l'action directe s'il le faut et, aussitôt après, à faire la République ?

Raymond LEFEBVRE.

A nos lecteurs, à nos amis

Le *Bulletin Communiste*, avec ce 54^e numéro, achève sa première année d'existence.

Il suffit de lire la Table des Matières 1920 pour constater que nous avons tenu beaucoup plus que nous avions promis.

Notre *Bulletin* est en plein développement. Nos idées triomphent dans le Parti.

La confiance qui nous est témoignée nous autorise à demander à tous nos lecteurs, à tous nos amis, de faire un grand effort pour assurer la prospérité de notre œuvre.

Renouvelez votre abonnement.

Faites abonner vos amis.

Que chacun recrute autour de lui quelques abonnés nouveaux.

Nous pouvons facilement doubler le nombre de nos abonnés, le tripler même, si tous font leur devoir.

Ne remettez pas au lendemain. Elargissez notre rayon d'influence ! Alimentez notre souscription ! Le plus gros travail reste à faire.

Qui refuse de consentir de petits sacrifices ne sera pas capable d'en faire de grands.

ERRATA

Dans les numéros 44-45 du *B. C.*, nous avons publié un rapport de Serrati comme « lu à Moscou le 19 juillet 1920 à la séance du Comité Exécutif central panrusse des Soviets », d'après le n° 12 de l'*Internationale Communiste*.

Le camarade Serrati nous écrit pour nous signaler que ce rapport, en réalité, n'a pas été « lu » par lui, encore moins écrit. Il s'agit d'un exposé verbal, qui a été mal sténographié, et ne lui fut malheureusement pas soumis pour correction. Il en résulte quelques fâcheuses erreurs que nous tenons à rectifier.

1^o Erreur de date pour la conférence de Lugano, qui se tint en 1914 et non en 1919. (Il s'agit là d'une coquille.) Le mot « auparavant », devant la phrase : « avec les camarades russes, nous avons convoqué les conférences de Zimmerwald, etc. », doit disparaître.

2^o Le passage attribuant à la fraction Bordiga une majorité de 3.000 voix au Congrès de Bologne est une erreur énorme. Le groupe Bordiga ne groupait qu'une petite minorité.

3^o Le passage concernant un journal des réformistes, tirant à 45.000 exemplaires, est également erroné.

Nous regrettons, avec Serrati, cette altération de son exposé, due à une trop grande hâte de publication et à une organisation défectueuse, et non imputable aux intentions des éditeurs de Moscou.

Nous publierons prochainement un article de Serrati, paru dans *Communismo*, et exposant le point de vue « communiste unitaire » du directeur de l'*Avanti!*

Ce que devrait être un Quotidien Communiste

Les communistes russes ont raison de penser qu'il ne suffit pas d'arborer une nouvelle étiquette et de changer le personnel préposé aux vieux rouages administratifs, pour transformer un Parti socialiste de la 2^e Internationale en Parti Communiste.

C'est l'esprit seul qui importe. Tant que la mentalité communiste ne sera pas développée chez la majorité des membres, il n'existera pas, en réalité, de Parti Communiste.

Les Partis affiliés à la 2^e Internationale s'étaient adaptés à tel point au milieu social-bourgeois de leurs pays respectifs, qu'ils ne s'en distinguaient par rien d'essentiel.

Leur presse même était en général semblable à la presse bourgeoise et ils avaient été incapables de créer un type socialiste de quotidien. Nous avons ici un exemple frappant de cette impuissance à créer quelque chose de nouveau et de vivant.

Les quotidiens français sont tous faits sur le modèle des grands journaux d'information, genre *Matin* et *Petit Parisien*, à part quelques journaux qui appartiennent à un type antérieur, comme le *Temps* et le *Journal des Débats*, qui s'adressent à un public de conservateurs cultivés, ayant des loisirs et ne redoutant pas de lire des articles d'une certaine longueur sans le secours de sous-titres.

Si les vieux bourgeois ont su maintenir leur type de journal en dépit de la vogue de la presse d'informations et de bluff, les socialistes ont été incapables de créer un type nouveau : ils ont suivi le courant et ont publié des journaux faits sur le modèle du *Matin*.

Quel est le caractère de cette presse d'information, qu'on appellerait plus justement presse de bluff ?

Elle a pour but d'abrutir le public et de lui fourrer dans la tête, à la faveur de cet état d'abrutissement, les opinions et les préjugés qui servent les intérêts de ceux qui la payent.

Pour déterminer chez le lecteur cet état d'inconscience et le rendre accessible à toutes les suggestions, la presse s'efforce de le distraire et de le secouer et d'écarter tout ce qui pourrait le porter à la réflexion. Elle recherche le sensationnel, soit en dramatisant grossièrement des événements réels (crimes, procès, cérémonies, intrigues politiques, etc.), soit en publiant des romans-feuilletons qui donnent la même fausse vision de la vie. Elle favorise la curiosité malsaine et l'esprit de médisance. L'interview et le cliché, souvent truqués l'un et l'autre, sont au nombre de leurs moyens préférés.

Mais ce qu'il y a de plus important dans le journal, tant comme moyen de suggestion que

comme moyen d'abrutissement, ce sont les titres. On peut même dire que le faiseur de titres est l'homme principal du journal : il suffit que lui soit au courant des desseins secrets des maîtres, pour imprimer à tout le journal l'allure qu'ils désirent.

Il y a notamment dans le *Matin* des exemples frappants de cette suggestion par le titre. Voyez à ce sujet les numéros des journées qui précéderent la guerre. Le 20 juillet 1914 : « Monsieur Poincaré arrive en Russie aujourd'hui. Si la guerre éclatait : Comment les milieux militaires de St-Petersbourg conçoivent le rôle de l'armée russe ». Le 28 : « A Berlin on parle de la paix mais on ne fait rien pour elle ». C'est le titre d'une correspondance de Berlin dont le contenu donne, en réalité, une tout autre impression ; mais à ce moment le lecteur angoissé ne lisait plus avec sang-froid et il fallait plus que jamais l'influencer par les titres.

Quand les articles atteignent une certaine longueur, on soulage le lecteur et on le dispense de penser en les entrecoupant de sous-titres.

Titres et sous-titres exercent leur tyrannie, dans l'*Humanité* comme dans le *Matin*. Il faut qu'en ouvrant le journal on voie s'étaler régulièrement les titres en tête de toutes les colonnes. La place et les dimensions des articles sont déterminées par les besoins de cette mise en page, non par la valeur intrinsèque des questions dont ils traitent.

L'actualité sensationnelle a, dans le journal dit d'information, une place absolument prépondérante. Il faut mettre en relief le « fait du jour » et l'on ne peut se dispenser de parler de certains événements.

Les journaux dits socialistes ont subi passivement cette sujétion : on y lit des descriptions de fêtes patriotiques et de cérémonies officielles, écrites non point d'une façon ironique pour en faire ressortir le caractère ridicule ou odieux, mais à la manière habituelle des chroniqueurs, pour satisfaire la curiosité bête des gens qui se nourrissent de potins et de commérages. Et les descriptions sont inévitablement illustrées d'horribles clichés grossiers et mal imprimés.

Pour être les premiers à donner les nouvelles, les grands journaux d'information ont des fils spéciaux et possèdent des correspondants à demeure dans les principaux pays. Les autres, dont les moyens sont plus modestes, sont ravitaillés uniformément par quelques agences bourgeoises (Havas, Radio, etc.) qui fournissent à tous des nouvelles recueillies et interprétées avec une mentalité bourgeoise, de

manière à déformer les faits dans un sens répondant aux intérêts des classes dirigeantes.

Qu'un journal socialiste, comme l'*Humanité*, prenne les dépêches des agences comme base de travail et qu'il les reproduise sans mettre continuellement le lecteur en garde contre leur altération tendancieuse des faits, est une chose monstrueuse d'un point de vue socialiste. Mais un journal n'est pas socialiste par le seul fait que quelques socialistes y écrivent. Si l'*Humanité* différait essentiellement des journaux bourgeois, il ne serait pas possible d'y entrer de plain-pied quand on sort de la rédaction d'un journal dit d'information et de s'y mettre immédiatement au travail sans changer de méthode.

Un exemple fera mieux voir à quels résultats déplorables on aboutit en adoptant servilement les méthodes de travail des journaux bourgeois. L'*Humanité* publiait, le 7 octobre 1920, sans commentaires, d'après l'agence Havas, la conclusion du rapport des délégués de la C. G. T. italienne sur leur voyage en Russie, conclusion tout à fait défavorable à la République des soviets.

Pour quiconque était au courant du mouvement italien, il était évident que cette publication constituait un faux : et l'on apprenait, en effet, quelques jours après, que le soi-disant rapport de la C. G. T. n'était qu'un résumé d'un rapport d'un politicien bourgeois, délégué technique n'appartenant nullement à la C. G. T., et que le résumé avait été de plus tripoté par un journaliste bourgeois.

Dans le même numéro de l'*Humanité* il y avait, en première page, un article conviant les travailleurs français à venir en aide à la République Communiste russe ; mais en 3^e page, la conclusion du « rapport de la C. G. T. italienne » (beaucoup plus avancée que la C. G. T. française) lui disait qu'en Russie le régime capitaliste n'avait pas été remplacé par quelque chose qui répondît aux besoins les plus élémentaires d'un peuple civilisé (*sic*) et que la prétention de réaliser les principes communistes n'avait pas été couronnée de succès.

Comment voulez-vous que les travailleurs se retrouvent dans cette tour de Babel ?

Un autre travers commun à la presse « socialiste » et à la presse bourgeoise, c'est l'idolâtrie des noms. Il suffit qu'un homme ait un nom dans la société bourgeoise et qu'il montre la plus petite complaisance envers le socialisme, pour que les journaux « socialistes » fassent son éloge et reproduisent ce qu'il écrit, même si ce sont des banalités ou des sottises. On a vu le singulier succès que certains d'entre eux ont fait à Maurice Rostand ; et depuis quelques semaines l'*Humanité* recueille pieusement les bavardages de Wells sur la Russie des soviets (où il a séjourné quinze jours), bavardages qu'on devrait laisser au *Progrès Civique* où ils sont à leur place.

••

Un quotidien communiste devrait être pénétré de l'esprit communiste de la première à la dernière ligne.

Tout devrait y être considéré du point de vue communiste et la valeur relative des questions, mesurée à un étalon communiste. C'est dire que les questions internationales devraient être mises plus souvent au premier plan que les questions nationales ou locales. Actuellement, c'est le contraire qui se fait dans les journaux socialistes français : dans l'*Humanité*, c'est la troisième page qui est de règle, la page consacrée aux questions internationales, tandis que la première page est généralement réservée tout entière aux questions nationales et aux « leaders » traitant de questions nationales ou de questions intérieures du parti. On voit s'y étaler en bonne place les discussions futiles ou fastidieuses du Parlement, accompagnées parfois de mauvaises photographies représentant les têtes de MM. les députés.

Il serait vivement à souhaiter que l'on eût, pour recueillir et transmettre les nouvelles, une agence socialiste internationale, avec filiales dans les différents pays. Mais en attendant qu'on puisse se passer complètement des agences bourgeoises, il ne faudrait jamais accueillir les dépêches de ces agences sans les soumettre à un sérieux examen critique, ni les publier sans faire explicitement les réserves qu'elles comportent ou sans exprimer d'une façon précise les doutes qu'elles suscitent.

Pour cela il faudrait avoir une équipe de rédacteurs connaissant les langues étrangères et dépouillant régulièrement et systématiquement la presse des différents pays. Il faudrait établir une documentation sur fiches, avoir des casiers en ordre, de façon à retrouver aisément les renseignements concernant n'importe quelles questions politique ou sociale.

Cette documentation internationale méthodique est une chose de première importance. Mais on ne peut la constituer sans un travail sérieux et suivi. Il ne faudrait pas que le journal fût improvisé et bâclé entre six et sept heures du soir avec les matériaux que chacun apporte à sa fantaisie et qu'ordonnent, selon les exigences d'une actualité factice, quelques prestidigitateurs du métier, au milieu du brouhaha des conversations et des papotages. Il faudrait que les rédacteurs viennent à deux heures et après lecture et élaboration des documents s'entendent techniquement sur la composition de leurs rubriques respectives : le secrétaire général serait chargé d'ordonner toute la matière, après avoir consulté les chefs des différentes rubriques.

Pour que ce travail pût être mené à bien, il faudrait nécessairement qu'il y eût une homogénéité complète dans la rédaction, c'est-à-dire que tous les rédacteurs fussent imprégnés du même esprit et obéissent aux mêmes directives générales. Il serait même souhaitable que l'on en arrivât à faire un journal entièrement anonyme, où chaque collaborateur songeât, non à se faire briller personnellement, mais à concourir à l'œuvre commune, de façon à lui donner le maximum d'efficacité. Mais pour en arriver là, il faudrait, je le répète, que la ré-

daction fût parfaitement homogène et que l'on ne tolérât pas ce singulier panachage d'idées, d'opinions et de tendances que l'on appelle ici unité.

Ce que je dis des questions internationales s'applique, du reste, à toutes les rubriques. La lutte contre le régime capitaliste devrait être menée d'une manière suivie et méthodique. Il faudrait attacher une importance primordiale aux questions économiques (ce que l'on ne fait guère dans nos journaux socialistes où l'on manque de compétences sous ce rapport), expliquer simplement et clairement au peuple le mécanisme souvent compliqué de ces questions, faire ressortir sans cesse leur influence prépondérante sur la politique (ce qui serait le premier devoir des marxistes).

Il faudrait se servir des faits de la vie quotidienne pour faire ressortir les vices fondamentaux du régime actuel et leur répercussion dans tous les rapports entre individus. La rubrique des « faits divers » serait complètement transformée en ce sens : tandis qu'aujourd'hui un manouvrier quelconque, venu de n'importe quel journal bourgeois, fait « les chiens écrasés », comme l'on dit ironiquement dans les rédactions, dans un organe communiste ce seraient des militants éprouvés qui commenteraient les petites drames de l'existence journalière, en faisant ressortir tout ce qu'ils jettent de lumière sur les misères sociales et en obligeant le lecteur à réfléchir, au lieu de cancaner à leur propos.

Un perpétuel appel à la conscience, tant dans le sens psychologique que dans le sens moral du mot, telle serait l'une des caractéristiques d'un quotidien communiste. Tandis que les journaux bourgeois ont pour but d'endormir les consciences, d'abrutir le peuple, d'empêcher les travailleurs de voir clair afin qu'ils se soumettent sans résistance à la volonté de leurs exploiters, un journal communiste inciterait à l'observation, à la réflexion, à la critique ; il ferait sentir aux esclaves le poids du joug qu'ils portent et les inciterait à aspirer à la dignité d'hommes libres. Les récits, les mémoires, les contes qu'il publierait seraient choisis dans le même but, et, loin d'habituer l'esprit à une vision romanesque et futile de la vie, l'amènerait à en approfondir le sens.

A l'œuvre de critique et de destruction de la barbarie actuelle s'allierait toujours intimement l'œuvre de construction communiste et d'éducation des individus et des masses.

Et à ce propos je veux insister sur un point au sujet duquel règne, dans les milieux socialistes, la plus singulière équivoque. On y a la tendance à prôner constamment les manifestations les plus outrancières et les plus excentriques de l'art moderne, comme si ces manifestations étaient ce qu'il y a de plus « avancé » dans le domaine de l'art et correspondaient à ce que représente le socialisme dans le domaine politique. On ne s'aperçoit pas que ce qu'on loue ainsi ce sont les productions d'un art correspondant au dernier stade de la

décomposition de la société capitaliste, d'un art où chaque individu exagère les particularités de sa vision afin d'attirer l'attention du public, fait de ses moindres petites remarques la base de tout un système, créé pour exprimer quelques sensations plus ou moins originales, tout un métier nouveau, et a la prétention que le public entier se torture pour adopter des modes d'expression, qu'il s'est efforcé de particulariser jusqu'à les rendre inintelligibles.

Et tandis que les journaux « socialistes » attirent l'attention sur la moindre exposition de peinture cubiste, ils semblent ignorer presque complètement les efforts considérables et du plus haut intérêt social faits, notamment par les Allemands, dans le domaine de l'architecture, art qui prédominera nécessairement dans une société communiste, sera l'expression visible et tangible de la vie commune et groupera autour de lui tous les arts plastiques.

La construction de la cité nouvelle, dans le sens matériel comme dans le sens spirituel, est la tâche essentielle du communisme.

Pour participer à cette tâche il faut que le journal se renouvelle entièrement, qu'il devienne un organe d'éducation dans le sens le plus étendu du mot. Rien n'y doit contrarier cette action éducatrice ; même sous forme d'annonce payée, on ne devrait rien admettre de contraire à cette action. On gagnerait singulièrement dans la confiance des masses, si on ne leur recommandait, sous quelque forme que ce soit, que ce qui mérite d'être recommandé en vertu même des principes que l'on défend.

J'entends d'ici l'objection de « l'administrateur » : Comment boucler le budget du journal ?

Eh bien ! si les communistes sont incapables de faire le sacrifice d'argent (c'est le moindre de tous les sacrifices qu'on leur demande) nécessaire pour maintenir en vie un organe intégralement communiste, ayant les caractères que je viens d'esquisser, c'est qu'ils ne sont pas de vrais communistes, et dans ce cas ils font mieux de rester dans la 2^e Internationale et de continuer à pratiquer le dilettantisme socialiste en usage dans cette notable association.

Je doute d'ailleurs qu'on trouve dès maintenant en France tous les éléments nécessaires pour constituer le personnel complet d'un journal aussi contraire à toutes les traditions locales, personnel dont il faudrait impitoyablement exclure tous ceux qui ont contracté, au cours de leur carrière journalistique ou d'un séjour trop prolongé dans le P.S. unifié, des habitudes d'esprit routinières qui les rendent inaptes aux tâches nouvelles.

Mais peu importe : si ce personnel n'est pas entièrement formé aujourd'hui il le sera demain, pourvu qu'on ait le souci de l'éduquer sans perdre de vue les desiderata auxquels il doit répondre.

Jacques MESNIL.

De quel côté sont les Dettes ?

L'écrasement complet de la contre-révolution approche la reprise des relations commerciales entre les Etats capitalistes et la République soviétiste. Mais, dans bien des cas, on pose à la Russie la question préliminaire des dettes. Certains Etats capitalistes insistent pour que la République soviétiste reconnaisse les dettes de la Russie tsariste. D'autres sont prêts à reconnaître la Russie insolvable et en tirent les conséquences d'usage dans la société bourgeoise.

En réalité, le pouvoir des Soviets n'a aucun besoin actuellement ni de se déclarer insolvable, ni de refuser de payer les emprunts tsaristes. Il est en situation de retourner la question. Il a le droit d'exiger le paiement des dommages subis par le fait des puissances capitalistes.

Les créances ne résultent pas seulement de contrats ou d'emprunts. Elles résultent également de dommages causés par les crimes ou actes qualifiés crimes de la partie adverse. Or, ces dommages causés par les gouvernements capitalistes à la République soviétiste dépassent infiniment les dettes tsaristes envers ces gouvernements ou leurs banques.

Sans aucun doute, les Etats capitalistes doivent être rendus responsables des pertes qui nous ont été infligées par le blocus, les complots, les violations de neutralité, les hostilités sans déclaration de guerre, les entreprises contre-révolutionnaires de toutes sortes soutenues contre nous.

Les amateurs d'archives ne seraient pas embarrassés de trouver des précédents. Le pouvoir des Soviets possède des preuves indubitables de la participation des agents de l'étranger aux complots et émeutes tramés à l'intérieur de son territoire, et qui ont causé à notre République des dommages énormes, colossaux : sans le moindre doute, chaque gouvernement doit être rendu responsable des agissements de ses agents. C'est là, du point de vue bourgeois, une obligation aussi indiscutable que celle qui découle d'un contrat.

Les agents et les ministres bourgeois, même à l'insu de leurs Parlements, ont été jusqu'à faire abus du pavillon de la Croix-Rouge, jusqu'à envoyer des secours en armes aux bandes contre-révolutionnaires opérant sur le territoire de la République des Soviets. Ce sont là des crimes tels que leurs auteurs devraient en être punis dans leurs propres pays. Maintes fois, d'ailleurs, leur mise en jugement a été réclamée. En tout cas, leurs gouvernements en sont responsables, et par suite tous les pays correspondants.

Mieux encore. Ce qui a causé le plus de dommages à notre République, c'est l'action concertée de presque tous les gouvernements étrangers en faveur des bandes de Koltchak,

Denikine, Youdenitch, Miller, Wrangel et autres. Cette action a été officiellement avouée dans les conférences diplomatiques des divers pays. De cette action aussi, qui a été préméditée, et qui nous a causé des pertes dépassant infiniment toutes les dettes tsaristes, tous les gouvernements intéressés doivent être rendus responsables intégralement et solidairement, ce qui signifie qu'à chacun en particulier, nous pouvons réclamer le paiement intégral des dommages causés par leur activité commune.

L'opinion publique internationale, l'opinion de dizaines de millions d'ouvriers organisés de toutes sortes de pays a reconnu unanimement le caractère criminel des gouvernements qui ont soutenu les rebelles insurgés contre la République soviétiste. Des centaines d'organes de la presse étrangère en font foi. Les ordres du jour d'innombrables assemblées et congrès groupant des millions et des dizaines de millions de travailleurs organisés le proclament.

La conscience révolutionnaire des masses du monde entier a été si profondément indignée par ces crimes des gouvernements qu'elle a réagi contre eux avec une violence inaccoutumée. Elle ne s'est pas bornée à juger et condamner les coupables. Elle a pris des mesures pour mettre un terme aux crimes en question et pour en rendre la prolongation impossible. Les masses laborieuses organisées des divers pays, reconnaissant comme criminel l'envoi de secours aux ennemis de la République soviétiste, ont arrêté les trains, anéanti chaque fois le corps du délit, détourné le courant de l'assassin.

Du point de vue du nouveau droit international institué par des millions de travailleurs organisés : 1° le caractère criminel des gouvernements coalisés contre nous ; 2° l'obligation pour chaque Etat capitaliste de rembourser les dommages ainsi causés par leur action commune, ne font pas le moindre doute.

Nous avons un compte qui couvre, et de beaucoup, les dettes tsaristes. Ce n'est pas la Russie, ce n'est pas la République fédérative des Soviets de Russie qui doit quoi que ce soit à n'importe quel Etat capitaliste ; au contraire, c'est chacun de ces Etats qui est en reste avec nous.

Les idées ci-dessus exprimées pourraient être facilement développées, des preuves peuvent être fournies, l'étendue des dommages et de la somme qui nous revient finalement peut être assez exactement calculée. Ce n'est pas nous qui sommes des débiteurs insolvables. Ce n'est pas nous qui devons : c'est à nous qu'on doit.

HOICHBARG.

La Vie Economique en Russie

L'Industrie de Pétrograd

Le Conseil de l'Economie Nationale de Pétrograd vient de publier les données générales relatives à l'industrie de cette ville pendant le second semestre de l'année courante, ainsi que les prévisions du plus prochain avenir de cette industrie.

Il ressort de ces données que les matériaux nécessaires au fonctionnement des entreprises de Pétrograd leur ont été fournis, il est vrai, pas dans les proportions prévues par le programme de production, mais en tout cas en quantité suffisante. Les entreprises ont reçu également des produits mi-fabriqués ; actuellement, les stocks de ces entreprises sont en train de s'épuiser.

La mieux fournie en main-d'œuvre fut l'industrie des tabacs. Celle-ci en reçut une quantité supérieure à celle prévue par le programme. Dans l'industrie cotonnière, la quantité de main-d'œuvre fournie était de 100 %. Elle n'était que de 90 % de la quantité prévue par le programme de production pour la grosse fabrication de métaux, de 87 % pour la production de la confiserie, de 81 % pour la production des papiers, de 76 % pour celle des cuirs, de 84 % pour celle des fils textiles, de 75 % pour celle des savons, de 70 % pour celle des vêtements, de 76 % pour celle des produits chimiques, de 56 % pour la polygraphie, etc.

Quant à la proportion dans laquelle a été utilisé l'outillage technique des entreprises, la plus grande a été celle des entreprises pour la production des filins et cordes — 100 % du plan prévu ; viennent ensuite les entreprises pour la production des étoffes de coton avec 77 %, la grosse industrie avec 70 %, l'industrie des métaux avec 55 %, la fabrication des chaussures avec 67 %, l'industrie du bois avec 45 %, des papiers avec 41 %, la production en masse 26 %, etc.

La mieux fournie en combustible a été la fabrication des produits de confiserie ; 100 % du programme. Viennent ensuite la fabrication des vêtements avec 94 %, des savons — 90 %, des produits alimentaires — 80 %, des chaussures — 77 %, des cuirs et effets militaires — 45 %, des étoffes de coton — 64 %, chimique — 63 %, des cuirs 52 %, la grosse industrie — 62 %, l'industrie polygraphique — 60 %, celle des papiers — 57 %, des carrières et puits — 50 %, des bois — 50 %, etc.

Pour mieux caractériser l'activité productrice des usines les plus importantes, nous indiquerons que celles de Poutiloff devaient achever la construction de 15 locomotives et demie ; elles en ont achevé 18, c'est-à-dire ont accompli 116,7 % de leur programme de production. Ces mêmes usines avaient à construire 316 wagons et elles en ont construit 492. L'usine de l'Ochta avait à construire 32 bateaux à vapeur et réparer 4 machines de navire ; tout cela est fait.

L'usine Atlas devait produire 19.800 pouds de fonte et elle en a produit 12.570. L'Arthur Koppel avait à construire 25 machines pour les tourbières, ce fut exécuté. L'usine San-Galli devait produire 4.000 pouds de fonte, elle en a produit 3.996 ; celle de Ladoga devait fabriquer 15.000 théières, elle les a fabriquées.

La fabrication des peaux devait donner 42.200 peaux de grande dimension et 210.000 de petite ; la production a été de 28.628 peaux de grande dimension et 118.000 de petite. On devait produire 346.000 paires de chaussures civiles, on en a produit 229.000.

Dans l'industrie papetière la fabrique « Doubrovka » devait produire 78.000 pouds de papier, elle en a fourni 60.000 et 53.000 pouds de pâte de cellulose. La fabrique Golodalewskaja a produit au lieu de 78.000 pouds, 83.000 pouds de papier. L'industrie chimique devait donner 800 kilos de saccharine, elle en a fabriqué 375. La fabrication des savons a donné 50.000 pouds de savon au lieu de 74.000. On a produit 14.250 pouds d'ouate, au lieu de 7.200 pouds prévus par le plan.

La proportion dans laquelle a été exécuté le programme de production des autres branches d'industrie s'exprime par les chiffres suivants : fabrication des cordes et filins 104 %, grosse industrie 100 %, fabrication des cuirs et effets militaires 98 %, des produits alimentaires 70 %, des peaux 66 % pour les peaux de grande dimension et 59 pour celles de petite dimension, fabrication des cuirs et harnais — 63 %, production polygraphique 60 %, fabrication des fils textiles — 57 %, des tabacs — 53 %, des étoffes de coton — 50 %, industrie des puits et carrières — 50 %, fabrication des savons — 45 %, etc.

Telles sont les données relatives à l'exécution du plan de production pour le semestre écoulé. Quant au plan de production pour le second semestre, il prévoit la réparation de 58 locomotives, 2.100 wagons et 114 bateaux, la fabrication de pelles, scies et couteaux, 1.000 tuyaux et feuilles de cuivre, 282.000 pouds de filins, 145.000 pouds de cordes, 300.000 briques, 12.000 pouds de tuyaux de poêles, etc.

Les entreprises de Pétrograd ont reçu les matériaux nécessaires pour l'exécution du plan dans la proportion de 60 %. On fait le nécessaire pour compléter cette quantité. L'industrie des métaux souffre surtout du manque de fer pour la maréchalerie, d'acier pour instruments, de tuyaux, etc. A l'usine d'Ijora on a à fabriquer jusqu'à 50.000 tuyaux de chaudières et jusqu'à 30.000 pouds d'acier à ressorts. A l'usine de Poutilov l'on se propose de mettre en mouvement l'atelier pour la fabrication des bandages ; il y a dans cet atelier jusqu'à 30.000 pouds de bandage inachevés.

IVAN.

Clara Zetkin

Les batailles révolutionnaires de l'Allemagne

Une forte brochure présentant le raccourci historique de la première étape de la Révolution allemande. Les journées tragiques de Berlin et de Munich, les grandes figures de Karl Liebknecht, Rosa Luxembourg, Eugène Leviné, revivent dans ces pages frémissantes de l'illustre et vénérée militante communiste, Clara Zetkin.

Prix..... 0 fr. 75

ACTION DIRECTE

Nous avons indiqué dans notre dernier article comment — en réponse à l'appel de Moscou — on a lancé un mouvement dont le but est de réunir les forces éparpillées du Communisme en Grande-Bretagne. Beaucoup de ceux qui sont d'avis qu'on aurait tort d'entreprendre une action parlementaire en Angleterre, et que la 3^e Internationale a erré en demandant que ses sections approuvent la doctrine du parlementarisme révolutionnaire — beaucoup de ceux-là s'y sont ralliés par discipline communiste, et sont prêts à coopérer avec les parlementaires communistes. Mais cependant — quant à la pratique, les perspectives du parlementarisme révolutionnaire ne sont pas très brillantes en Angleterre. Nous reviendrons sur cette question dès que le nouveau parti sera fondé et lorsqu'il aura décidé sa politique. Il suffit, pour le moment, de constater que chez nous la pensée communiste tend à s'éloigner de toute action parlementaire et à s'appuyer plutôt sur l'action directe. L'action parlementaire est la tactique préférée du *Labour Party* et bien que ses chefs soient forcés de temps en temps de recourir à l'action directe, ils font leur possible pour noyer la poudre avant de s'en servir.

Beaucoup de ceux qui parlent couramment de l'action directe, n'ont pas une idée très nette sur la théorie de son emploi. Tout récemment, un rédacteur du *Daily Herald*, William Mellor, a publié chez Léonard Parsonag dans la *New Era Series*, un livre qui traite ce sujet. Mellor est connu comme collaborateur de I. D. H. Cole dans des œuvres sur le socialisme corporatif (*Guild Socialism*).

Celui-là passe pour révolutionnaire dans le milieu plutôt tiède du *Daily Herald* ; et il appartient à la fraction révolutionnaire des partisans de socialisme corporatif — fraction qui n'estime le socialisme corporatif que comme théorie adaptée à la reconstruction de l'industrie après la révolution. En ce qui concerne la lutte immédiate, il y a très peu de différence entre ces théoriciens du socialisme corporatif et les autres communistes, dont le premier objectif est la révolution qui sera l'œuvre surtout de l'action directe des travailleurs organisés. Basant toute sa thèse sur la lutte des classes, Mellor définit l'action directe comme l'emploi d'une force économique pour atteindre un but visé par les possesseurs de cette force. C'est-à-dire que l'action directe est seulement un autre nom donné à la grève ou au lock-out des patrons. C'est une tentative de la part des uns ou des autres de s'emparer du contrôle de la vie économique de la Société afin d'obtenir certains avantages pour eux-mêmes. Lorsqu'on étudie le développement actuel de la lutte des classes en Angleterre, on est aussitôt convaincu que cet appel à la violence est sûrement inévitable — cet appel à la violence qui trouvera son entière expression dans la dictature du prolétariat. Passé le jour de conciliation et de chantage. L'heure de la guerre ouverte a sonné, non seulement pour la Russie, mais pour tous les pays qui sont encore sous le joug du Capitalisme. Là comme partout le seul espoir du Capitalisme serait d'abattre le bolchevisme tout de suite. Cela, il ne peut pas faire. Et pourquoi ? Parce que les travailleurs ici et ailleurs y sont opposés ; parce que leur oppo-

sition a pris la forme de l'action directe. Voilà un bref résumé des deux premiers chapitres du livre de Mellor. Celui qui suit, traite la théorie de la démocratie. L'auteur démontre que, pour les patrons, le Parlement n'est qu'une façade commode, pour masquer leur propre action directe. Pour ce qui est des travailleurs, le Parlement sert à détourner la pensée ouvrière de son vrai but ; le Parlement encourage le travailleur à négliger les occasions de faire la guerre révolutionnaire des classes. Pour ce chapitre-ci, nous n'avons qu'une seule critique, mais elle est néanmoins importante. Il s'agit de la terminologie. Mellor emploie celle des théoriciens du syndicalisme français : il emploie l'expression « action politique » lorsqu'il veut dire « action parlementaire » ; et il l'oppose « l'action directe » dont il est partisan à « l'action politique » qu'il regarde comme inutile. Il ferait bien d'étudier les thèses de la 3^e Internationale sur le parlementarisme et d'y lire : « Toute lutte de classes est une lutte politique, car elle est en fin de compte une lutte pour le pouvoir. Toute grève s'étendant sur tout le pays devient une menace pour le gouvernement bourgeois et par cela même, acquiert un caractère politique. S'efforcer de renverser la bourgeoisie et de briser par tous les moyens un état, c'est soutenir une lutte politique, se créer un appareil de gouvernement et de coercition de classe contre la bourgeoisie réfractaire, c'est, quel que soit cet appareil, conquérir le pouvoir politique ».

Il est absolument essentiel que les Communistes sachent éviter le confusionisme dont la source se trouve dans certains éléments anarchistes (anti-organisation et anti-politique) de leurs propres rangs. Ils devraient comprendre que le parlementarisme n'est qu'une des formes multiples de l'action politique et que l'action directe qui vise un but politique est elle-même une action politique de la plus haute valeur révolutionnaire... Mais cela est presque le seul défaut d'un livre excellent. L'auteur démontre très nettement l'absurdité de parler de la « communauté » dans une Société déchirée par la lutte des classes. Le chapitre qui traite « l'action sympathique et le sabotage » est surtout important, et il ne manquera pas d'éveiller la désapprobation des moralistes bourgeois. Il discute les tentatives récentes — qui, jusqu'ici, n'ont réussi qu'imparfaitement — pour créer un état-major combattant du travail en Angleterre. (Zinoviev, lui-même, a déclaré dans un de ses récents écrits sur la Révolution Internationale 1917-1920, que le conseil d'action de Londres fut le précurseur des conseils anglais de travailleurs) Mellor consacre un chapitre à « l'éducation et la lutte des classes ; l'éducation étant « Independent Working-Class education » (l'éducation de la classe ouvrière indépendant) — la culture prolétarienne ou plutôt la « Prolé-Culture ». Le dernier chapitre s'appelle un peu vaguement « L'Approche ». L'approche de quoi ? L'impression qui en ressort, c'est que ça va continuer et que nous devons nous souvenir qu'après deux années de Paix le « Defense of the Realm Act (l'acte de défense de royaume) est toujours en vigueur.

Eden et Cédar PAUL.

Table des Matières 1920

Auteurs	Titres	Numéros
C. ARBABI-BALLY	Le mouvement socialiste en Roumanie.....	47-48
L. BAEUMER	E. Léviné	46
ANGELICA BALABANOV	Aux Camarades Italiens.....	8
»	Eugène Munch	17
»	Marc Nathanson (Bobrov).....	19-20
BISTRIANSKY	Terrorisme et Communisme.....	28
BLAGOIEFF	Chronique Internationale : <i>Bulgarie</i>	25
HELENE BLONINA	L'Ouvrière en Russie Soviétiste.....	17
N. BOMBACCI	L'Opposition des réformistes à la Révolution Communiste en Italie	44-45
BORODINE	Réponse au <i>Populaire</i>	3
N. BOUKHARINE	Tybor Samuelli	6
»	L'Organisation de la force armée et la structure de la société....	7
»	La Société des Nations.....	9
»	La dictature du Proletariat en Russie et la Révolution mondiale.	23-24
»	Du nouveau dans la Révolution Russe.....	49
BUDA	Oscar Levay	37
ANTONIO COEN	Le Mouvement communiste italien.....	52-53
DANUBIEN	Chronique Internationale : <i>Yougo-Slavie</i>	12
L. DESLINIÈRES	La République Soviétique invincible.....	21
PAK DINCHOUN	L'Orient révolutionnaire et l'Internationale Communiste.....	43
DJOROV	La Rougarie et l'Impérialisme.....	8
DIMITRIOS	Chronique Internationale : <i>Grèce</i>	26-27
FABIAN	Chronique Internationale : <i>Roumanie</i>	18
J.-B. HASKINS	Bertrand Russell en Russie.....	40
Z. HOGIUND	Quand nous nous réveillerons d'entre les morts.....	21
HUMBERT DROZ	Après Strasbourg	2
»	Le Comité de la 3 ^e Internationale.....	12
»	Les élections allemandes.....	15
»	Chronique Internationale : <i>Suisse</i>	19-20
KURT GEIER	La social-démocratie allemande et la dictature du Proletariat..	30-31
HERMANN GORTER	La Révolution universelle.....	12
»	L'Union universelle du Proletariat.....	44-45
MAXIME GORKI	Lénine ou Wilson.....	8
»	Hier et Aujourd'hui.....	8
»	L'Internationale des Intellectuels.....	11
»	<i>Le Feu</i> , d'Henri Barbusse.....	19-20
»	La Guerre contre la Pologne.....	28
»	Lettre à Wells.....	29
»	Lénine	30-31
HENRI GUILBEAUX	Les petits papiers de M. Charles Dumas.....	13
»	Karl Liebknecht, Rosa Luxembourg.....	19-20
HOICHBARG	De quel côté sont les dettes ?.....	52-53
A. INKPIN	Le mouvement communiste en Grande-Bretagne.....	3
IOFFE	Le premier gouvernement prolétarien.....	6
IVAN	La Vie économique en Russie.....	52-53
F. IZQUIERDO	Chronique Internationale : <i>Espagne</i>	8
KAMENEV	La Dictature du Proletariat.....	30-31
SEN KATAYAMA	Le Japon et la Russie Soviétique.....	26-27
KEMERER	Lettre à J. Longuet et aux reconstruc-teurs français.....	15
F. KOHN	Polonia Militans	6
ALEXANDRA KOLLONTAI	La Famille et l'Etat Communiste.....	7
KRESTINSKY	Les Coopératives de consommation.....	14
KRITZMAÏN	L'Autocratie du Proletariat à la fabrique.....	13
J. LARINE	Trois années de régime économique des Soviets.....	50-51
N. LÉNINE	La 3 ^e Internationale et sa place dans l'Histoire.....	8
»	Les Héros de l'Internationale de Berne.....	9
»	Lénine et les Reconstructeurs.....	15
»	Le Parlementarisme (<i>Réponse à Sylvia Pankhurst</i>).....	18
»	Essai sur les questions nationales et coloniales.....	23-24

Auteurs	Titres	Numéros
N. LÉNINE	Les Elections à l'Assemblée Constituante et la Dictature du Proletariat	23-24
"	Les tâches principales du 2 ^e Congrès Communiste.....	26-27
"	Discours au Congrès de Moscou.....	32
"	La 3 ^e Internationale Communiste.....	41-42
"	Les Révolutionnaires doivent-ils militer dans les Syndicats réactionnaires ?	44-45
"	Les Bolcheviks et les Paysans.....	47-48
"	La lutte dans le Parti socialiste italien.....	47-48
"	La Maladie infantile du Communisme.....	50-51
"	Un discours : la Situation générale à la fin de 1920.....	52-53
RAYMOND LEFEBVRE	Les épurations nécessaires.....	7
"	La question des épurations.....	16
"	Lettre de Russie.....	34-35
"	Les 400 milliards.....	49
"	Le Parti socialiste français devant la 3 ^e Internationale.....	50-51
"	Le Sabotage des Mutilés.....	52-53
PAUL LÉVY	Réponse à F. Caussy.....	18
"	Lettre au Comité Central du Parti communiste allemand.....	44-45
E. LORIOT (FLORY)	Le Congrès de Strasbourg.....	2
"	Conscience révolutionnaire	4
"	Le Cercle des ignorances	14
"	Sur le Conseil national socialiste.....	18
"	Fausse exégèse	22
"	Evolution décisive	26-27
"	Où sont vos arguments?.....	30-31
LOUNATCHARSKY	L'Instruction publique dans la Russie des Soviets.....	5
"	M. S. Ouritzky.....	13
"	Le Gouvernement des Soviets et la conservation des œuvres d'art.	14
ROSA LUXEMBOURG	Le Bolchevisme	10
MARCHLEWSKY (KARSKY)	Qu'advient-il de l'Allemagne?.....	34-35
OTTO MASCHL	Chronique Internationale : <i>Autriche</i>	1
"	Le développement des Conseils ouvriers dans la démocratie bourgeoise	2
"	La Révolution ressuscite.....	4
"	Chronique Internationale : <i>Tchéco-Slovaquie</i>	16
"	Le nouveau cordon sanitaire.....	26-27
JACQUES MESNIL	Ce que devrait être un quotidien communiste.....	52-53
E. MEYER	Sur la déclaration de loyalisme du Parti Communiste allemand..	44-45
MIASNIKOV	La dictature du prolétariat et les coopératives.....	11
MILIOUTINE	Chronique Internationale : <i>Russie</i>	1
"	Deux années de dictature économique du prolétariat en Russie..	29
MUNZENBERG	Au Comité national des jeunes socialistes de France.....	18
ERIE MUSHAM	Adhésion d'un anarchiste au Communisme.....	19-20
M...	Volodarsky	12
N...	L'Université Communiste J. M. Sverdlov à Moscou.....	41-42
V. NEVSKY	E. Léviné	18
SYLVIA PANKHURST	L'Italie devant la Révolution.....	29
ANTON PANNEKÖK	La Socialisation	8
PIERRE PASCAL	Le Groupe Communiste Français de Moscou.....	3
"	Un Monde nouveau.....	43
EDEN ET CEDAR PAUL	L'Unité communiste en Angleterre ..	49
F. PLATTEN	Lettre ouverte aux ouvriers Suisses.....	16
PRADOS	Chronique Internationale : <i>Espagne</i>	17
"	Revue comme anti-bolchevik.....	26-27
PH. PRICE	La Question Polono-Allemande.....	34-35
PIDDUBNY	Chronique Internationale : <i>Ukraine</i>	34-35
"	L'Action directe	52-53
KARL RADECK	Parlementarisme et Révolution.....	5
"	La Question d'Orient.....	21
"	Le Parti Communiste allemand pendant l'aventure de Kapp....	46
"	Une malheureuse tentative insurrectionnelle en Autriche allemande	49
"	La Politique internationale de l'année 1920.....	52-53
M. RAFES	Le mouvement communiste israéliite.....	19-20
CH. RAPPOPORT	La 2 ^e Internationale.....	1

Auteurs	Titres	Numéros
S. RAVITCH	L'Université ouvrière G. Zinoviev à Petrograd.....	41-42
JOHN REED	Le mouvement révolutionnaire en Amérique.....	36
RENÉ REYNAUD	L'arrestation de Boris Souvarine.....	10
L. REVO	Comment Friedrich Adler conçoit la reconstruction de l'Internationale	47-48
RIAZANOV	La fondation de la 1 ^{re} Internationale.....	34-35
HENRIETTE ROLAND HOLST	A la mémoire de Liebknecht et de Rosa Luxembourg.....	1
»	L'Orientation du mouvement ouvrier au commencement de 1920..	4
»	La Pologne et la Russie.....	14-15
»	Le faux complot.....	17
»	Le Militarisme et la lutte de classe.....	19-20
»	Les Bolcheviks et leur activité.....	22
ROUDNIANSKY	Les unions professionnelles et la contre-révolution en Hongrie..	34-35
ROY	Le Mouvement révolutionnaire dans l'Inde.....	43
RYVKINE (O. SCARJ)	La Jeunesse socialiste en Russie.....	32
E. J. RUTGERS	La Ligue des Nations et les petits Etats.....	5
»	Kautsky et Wilson.....	9
»	L'Amérique et la Révolution Russe.....	14
JACQUES SADOUL	Un Discours (décembre 1918).....	1
»	L'Esprit de révolution.....	4
»	Le devoir du Proletariat Européen.....	11
»	La rupture nécessaire.....	15
»	La 3 ^e Internationale.....	21
»	Lettre de Russie.....	22
»	Lettre aux Travailleurs américains.....	25
»	Lettre aux Communistes roumains.....	26-27
»	La Fête du Travail en Russie.....	28
»	Lettre à un communiste français.....	29
»	Lettre de Russie.....	30-31
»	L'Expulsion des Princes.....	50-51
N. SEMACHKO	La conservation de la Santé en Russie Soviétiste.....	34-35
SERRATI	Lettre de Russie.....	25
»	Rapport au Comité Exécutif central panrusse des Soviets.....	44-25
SIROLA	La Question nationale en Finlande.....	25
SIGMA	Correspondance Internationale : Pologne.....	7
F. STACKELBERG	L'Internationale Communiste	34-35
BORIS SOUVARINE (VARINE)	La 3 ^e Internationale en France.....	1
»	Une situation nette.....	3
»	Explication définitive	3
»	Nous ne sommes pas d'accord.....	4
»	Noskistes et reconSTRUCTEURS.....	5
»	L'Action communiste en France.....	6
»	Le Congrès des Cheminots.....	7
»	La répression capitaliste.....	9
»	L'Arrestation de Lorient.....	9
»	Le Complot	12
»	Réponse à Longuet.....	13
»	La grève de mai et les Communistes.....	15
»	Le Conseil national socialiste.....	16
»	La Réaction syndicalo-socialiste.....	17
»	Deux discours contre-révolutionnaires.....	18
»	La trahison permanente.....	19-20
»	Au service de la Bourgeoisie.....	21
»	La dislocation de la majorité.....	22
»	L'Alliance mondiale des prolétariats.....	23-24
»	Leur Politique et la nôtre.....	25
»	L'Orientation nouvelle du Parti socialiste.....	26-27
»	Vers l'orientation nouvelle du mouvement ouvrier.....	28
»	La Politique et les Syndicats.....	29
»	Critique des déclarations et rapports faits par Marcel Cachin et Frossard devant l'Internationale communiste.....	30-31
»	Reconstructeurs à tout prix.....	32
»	Le Populaire contre la 3 ^e Internationale.....	32
»	Légalité et illégalité.....	33
»	Le Congrès de la C. G. T.....	34-35
»	L'Adhésion à la 3 ^e Internationale.....	36
»	Mesures de défense.....	36

Auteurs	Titres	Numéros
VARINE	La victoire de la gauche allemande.....	37
»	Nécessité d'une presse communiste.....	38-39
»	L'Unité indésirable.....	40
»	Le 3 ^e Anniversaire de la République des Soviets.....	41-42
»	John Reed.....	41-42
»	La motion des reconstituteurs.....	43
»	Hors de l'Internationale.....	44-45
»	Le <i>Bulletin Communiste</i> et le <i>Populaire</i>	44-45
»	Nécessité « d'une » scission.....	46
»	Raymond Lefebvre, Vergeat, Lepetit.....	47-48
»	Un Comité de Résistance.....	47-48
»	L'Internationale des Reconstituteurs.....	49
»	De l'alliance à la fusion.....	50-51
»	Le Congrès de Tours.....	52-53
A. SVIDERSKY	La lutte contre la famine en Russie.....	46
STEDNEMANN	L'Organisation Internationale de la Jeunesse.....	23-24
TCHITCHÉRINE	La Politique extérieure des deux Internationales.....	16-17
ROBERT THAL	Sur les Conseils ouvriers.....	10
G. TIMIRIAZEV	Ce que dit un Russe à un Anglais.....	6
»	Une prophétie de Byron à propos de Moscou.....	14
A. TREINT	Réflexions sur le complot.....	22
LÉON TROTSKY	La Révolution d'octobre.....	3
»	Karl Liebknecht, Rosa Luxemburg.....	10
»	Petrograd.....	11
»	Jean Longuet.....	12
»	Le Terrorisme.....	23-24
»	Le Congrès de la 3 ^e Internationale.....	30-31
»	Discours au Congrès de Moscou.....	36
»	Lettre à un syndicaliste français.....	46
»	Lettre aux camarades Yougo-Slaves.....	47-48
»	Le Proletariat russe.....	50-51
»	A. P. Nicolaïev.....	50-51
TSIPÉROVITCH	L'Internationale syndicaliste.....	17
P. VAILLANT COUTURIER	A ceux des champs.....	28
»	Les conditions de Moscou.....	37
»	Train Rouge : Tarbes.....	43
VARSOV	Chronique Internationale : Pologne.....	37
VERA	La Mère et l'Enfant en Russie soviétique.....	50-51
VINOKOUROV	L'Assistance sociale en Russie Soviétiste.....	34-35
»	Echos de Halle.....	38-39
WITNESS	Le 5 ^e Congrès du Groupe Spartacus.....	43
W. V. O.	Chronique Internationale : Russie.....	37
CLARA ZETKIN	Rosa Luxemburg.....	7
»	Vive la 3 ^e Internationale Communiste.....	12
»	A la défense de Rosa Luxemburg.....	36
»	Sur la situation en Allemagne.....	44-45
G. ZINOVIEV	Le Mouvement Communiste en Russie.....	1
»	A la mémoire de Jaures.....	1
»	Aux Travailleurs français.....	2
»	Le Parlementarisme et la lutte de classe.....	5
»	Léon Tychko.....	8
»	Réponse aux Indépendants d'Allemagne.....	10
»	Rosa Luxemburg, Karl Liebknecht.....	11
»	Petrograd.....	12
»	Les perspectives de la Révolution prolétarienne.....	13
»	Le 2 ^e Congrès de l'Internationale Communiste.....	19-20
»	Aux I. W. W.....	19-20
»	La Révolution Russe et le Proletariat International.....	21
»	Quand et dans quelles conditions peut-on créer des soviets de députés ouvriers.....	26-27
»	Appel aux Jeunes.....	28
»	L'Internationale qui meurt et l'Internationale qui se lève.....	34-35
»	Discours au Congrès de Moscou.....	37
»	Qu'est-ce que l'impérialisme?.....	41-42
»	Aux Proletaires de tous les pays.....	41-42
»	La Révolution Internationale en 1917-1920.....	47-48
»	Le Parti communiste et les Syndicats.....	50-51

Héros et Martyrs du Communisme

Tybor Samuelli, <i>par Boukharine</i>	6
Rosa Luxembourg, <i>par Clara Zetkin</i>	7
L. Tychko, <i>par Zinoviev</i>	8
Rosa Luxembourg et Karl Liebknecht, <i>par Trotsky</i>	10
Rosa Luxembourg et Karl Liebknecht, <i>par Zinoviev</i>	11
Volodarsky	12
Ourlitsky, <i>par Lounatcharsky</i>	13
E. Munch, <i>par Angelica Balabanov</i>	17
Eugène Léviné	18
Marc Nathanson (Bobrov), <i>par Angelica Balabanov</i>	19-20
Lichtenstadt (Mazirie)	28
Oscar Levay, <i>par Buda</i>	37
John Reed, <i>par Varine</i>	41-42
Eugène Léviné, <i>par L. Baeumer</i>	46
Raymond Lefebvre, Vergeat, Lepetit, <i>par Varine</i>	47-48
A. P. Nicolaïev, <i>par Léon Trotsky</i>	50-51

Chronique Internationale

Afrique du Sud	7
Allemagne	18
Autriche	1-2
Belgique	2-9-41-42
Bulgarie	2-25
Espagne	7-8-17
Etats-Unis	40
Finlande	9-19-20-46
Grèce	26-27
Italie	2-32-47-48
Japon	36
Pologne	1-7-25-36-37
Roumanie	18
Russie	1-13-37
Suisse	19-20
Tchéco-Slovaquie	16
Ukraine	34-35
Yougo-Slavie	9-12

Appels, Manifestes, Thèses, Résolutions

Comité Exécutif de l'Internationale Communiste

A la Mémoire de Jaurès.....	1
Appel aux Travailleurs français.....	2
Le Parlementarisme et la lutte pour les Soviets.....	5
Aux Indépendants allemands.....	7
Le 2 ^e Congrès de l'Internationale Communiste.....	16
Aux Prolétaires de tous les pays.....	21
Thèses présentées au Congrès de Moscou.....	22-26-27
A tous les membres du Parti socialiste français, à tous les prolétaires conscients de France	30-31
Aux Syndicats de tous les pays.....	33
Pour la régénération du Parti italien.....	44-45
Aux Socialistes des Etats-Unis.....	47-48

Comité de la 3^e Internationale

Salut à l'Internationale Communiste.....	1
Motions présentées au Congrès de Strasbourg.....	1
Pour la solidarité prolétarienne.....	7
Contre la répression.....	10
Pour le Conseil national du 4 juillet.....	15
Aux Travailleurs français.....	23-24
Résolution d'adhésion à la 3 ^e Internationale.....	40

Bureau auxiliaire d'Amsterdam de la 3^e Internationale

Pour la Révolution allemande.....	3
Salut de l'Internationale Communiste au Congrès de Strasbourg.....	3
Thèses pour la prochaine Conférence internationale.....	4
Réponse aux reconstruc-teurs anglais.....	5
Pour la Paix avec la Russie. Pour le 1 ^{er} Mai.....	6
Nouvelle offensive contre les Soviets.....	8

Commission Exécutive de l'Internationale des Jeunesses Communistes

Au 3 ^e Congrès International des Etudiants Communistes.....	2
--	---

Parti Communiste Allemand

Le Programme des Spartakistes.....	6
Le Programme agraire du Parti Communiste allemand.....	19-20

Secrétariat Ouest-Européen de l'Internationale Communiste

Réponse aux Indépendants allemands.....	1
Thèses sur la tactique de l'Internationale Communiste dans la lutte pour la dictature prolétarienne	2

Comité pour l'Autonomie des Jeunesses Socialistes

Résolutions	1
-------------------	---

Groupe des Etudiants Communistes de Paris

Déclaration	2
-------------------	---

Parti Révolutionnaire des Indes

Appel au prolétariat britannique.....	16
---------------------------------------	----

Documents Divers

Appel aux Socialistes Français.....	1
Solidarité Internationale	12
Vers les Jeunesses Communistes.....	22
Déclaration de Cachin et Frossard au Comité Exécutif de l'Internationale Communiste... ..	22
Un Message des Syndicats russes aux Syndicats français.....	34-35
Résolutions votées au 2 ^e Congrès de l'Internationale Communiste.....	38-39
Statuts de l'Internationale Communiste.....	40
Programme d'action des Communistes italiens.....	46

Léon Trotsky

Les Soviets et l'Impérialisme Mondial

Ce discours, prononcé par Trotsky à Moscou, exhorte les ouvriers et les paysans russes à la résistance armée aux assauts de la contre-révolution mondiale. L'héroïque chef suprême de l'armée rouge réfute les préjugés et les erreurs qui entravaient l'organisation de la guerre révolutionnaire.

Prix 0 fr. 60

A. Glebov

Les Syndicats Russes et la Révolution

(Préface de Boris Souvarine)

Une brochure d'un intérêt capital, au moment où les syndicats discutent de l'adhésion à l'Internationale syndicale rouge. Prix : 0 50
Le cent 37 50

IMPRIMERIE FRANÇAISE (Maison J. Dangon)
Georges DANGON, imprimeur
123, rue Montmartre, Paris (2^e arr.)

Bulletin Communiste

Organe du Comité de la 3^e Internationale

PARAISANT LE JEUDI

Le Numéro : 50 centimes

ABONNEMENTS :

	France	Etranger
3 mois	7 »	8 »
6 mois	14 »	16 »
12 mois	28 »	32 »

Adresser tout ce qui concerne l'Administration à
René REYNAUD, 123, rue Montmartre — PARIS

Le Gérant : R. APERCE



Travail exécuté
par des ouvriers payés
au tarif syndical